

**Assemblée générale**

Distr. générale  
5 avril 2024  
Français  
Original : anglais

**Soixante-dix-neuvième session**

Points 139 et 140 de la liste préliminaire\*

**Projet de budget-programme pour 2025****Planification des programmes****Projet de budget-programme pour 2025****Titre IV****Coopération internationale pour le développement****Chapitre 10****Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral  
et petits États insulaires en développement****Programme 8****Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États  
insulaires en développement****Table des matières**

	<i>Page</i>
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**.....	3
Orientations générales .....	3
Programme de travail .....	7
Sous-programme 1. Pays les moins avancés.....	7
Sous-programme 2. Pays en développement sans littoral .....	13
Sous-programme 3. Petits États insulaires en développement .....	19

\* [A/79/50](#).

\*\* Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution [77/267](#), la partie consacrée au plan-programme et à l'exécution du programme (partie II) est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination.



---

B.	Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025***	26
	Vue d'ensemble	26
	Direction exécutive et administration	32
	Programme de travail	34
	Sous-programme 1. Pays les moins avancés	34
	Sous-programme 2. Pays en développement sans littoral	35
	Sous-programme 3. Petits États insulaires en développement	36
	Annexes	
I.	Organigramme et répartition des postes pour 2025	38
II.	Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes	41

---

\*\*\* Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution [77/267](#), la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes (partie III) est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

## **A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**

### **Orientations générales**

#### **Mandats et considérations générales**

- 10.1 Le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement est chargé de promouvoir, de soutenir et de coordonner l'exécution des programmes d'action en faveur des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement et la réalisation des différents objectifs convenus au niveau international, notamment les objectifs de développement durable, et de faire rapport sur les progrès accomplis ; il joue également un rôle de mobilisation. Son mandat découle des priorités arrêtées par l'Assemblée générale dans des résolutions et décisions, notamment la résolution [56/227](#), portant création du Bureau.
- 10.2 Les travaux du Bureau sont fondés sur trois programmes d'action, à savoir les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa), approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution [69/15](#), et les programmes d'action en faveur des petits États insulaires en développement que l'Assemblée a approuvés par la suite, la Déclaration de Vienne et le Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024, approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution [69/137](#), et les programmes d'action en faveur des petits États insulaires en développement que l'Assemblée a approuvés par la suite, et le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2022-2031, approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution [76/258](#). Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses processus de suivi et d'examen à l'échelle mondiale sont indispensables à ces trois programmes d'action et les complètent.

#### **Stratégie et facteurs externes pour 2025**

- 10.3 Après l'adoption du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés, la tâche primordiale qui attend ces pays et la communauté internationale consiste à assurer sa mise en œuvre effective, à l'appui du Programme 2030. La priorité sera donnée à la mise en œuvre des dispositions du Programme d'action de Doha par les pays les moins avancés et leurs partenaires de développement, par la mobilisation de ressources et de connaissances suffisantes pour accélérer leur développement durable et améliorer le suivi et l'application du principe de responsabilité.
- 10.4 En 2025, les pays en développement sans littoral, les petits États insulaires en développement et leurs partenaires de développement devraient avoir entamé la première année de mise en œuvre des nouveaux programmes d'action les concernant. Le Bureau s'emploiera à faire connaître les partenariats mondiaux renouvelés afin que la transformation structurelle et le renforcement de la résilience produisent rapidement des résultats concrets en répondant aux besoins spécifiques de ces groupes de pays.
- 10.5 Conformément à la demande formulée dans la résolution [78/233](#) de l'Assemblée générale, le Bureau mettra à profit sa position stratégique concernant les trois groupes de pays afin de s'attaquer, de manière plus complémentaire et plus cohérente, aux questions de développement nouvelles ou naissantes pouvant les intéresser, en particulier celles qui revêtent un caractère régional ou mondial. Il réalisera des analyses et formulera des recommandations sur les stratégies, politiques et mesures possibles ainsi que sur les synergies entre les trois groupes de pays, notamment afin que la communauté internationale adopte de grands domaines prioritaires pour ces pays. Le renforcement des capacités en matière de recherche, de données et d'analyse permettra au Bureau de fournir aux pays des données et des analyses plus récentes, notamment des indicateurs sur le suivi et la mise en œuvre des programmes d'action, afin que des mesures puissent être prises plus vite dans les domaines où les progrès sont plus lents ou plus rapides.

- 10.6 Le Bureau s'emploiera à faire davantage participer les différents acteurs tant dans les pays les plus vulnérables que dans les pays partenaires et parmi les organisations et forums régionaux et mondiaux. En s'appuyant sur les études transversales qu'il mène, le Bureau mobilisera un soutien et contribuera à établir un consensus en mettant davantage l'accent sur les recommandations pratiques visant à lever les obstacles propres aux pays les plus vulnérables, par exemple en ce qui concerne l'accès à l'énergie durable et au haut débit. On encouragera l'établissement de liens entre les dispositifs de suivi et d'examen de tous les mécanismes et conférences des Nations Unies pertinents, en particulier ceux liés au Programme 2030. Le Bureau renforcera les liens entre les trois programmes d'action et fera mieux connaître les progrès réalisés dans la mise en œuvre de ces programmes afin que les trois groupes de pays partagent les enseignements tirés et les meilleures pratiques. Il mobilisera aussi des ressources pour que les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement fassent entendre leur voix dans les négociations mondiales. L'action menée pour mobiliser des ressources sera prolongée et davantage axée sur des initiatives conjointes et partagées, ce qui peut amplifier les effets dans les trois groupes de pays. En outre, les représentants des pays les plus vulnérables bénéficieront d'activités de renforcement des capacités, de transmission du savoir entre pairs et de mise en commun des meilleures pratiques, le tout dans des domaines thématiques en rapport avec les objectifs de développement durable et le renforcement de la résilience en vue des futures crises.
- 10.7 Pour ce qui est de la coopération avec d'autres entités aux niveaux mondial et régional, le Bureau convoquera les réunions des groupes consultatifs interorganisations pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Ces groupes permettront aux entités des Nations Unies et à différentes organisations internationales d'échanger des informations sur leur travail, de mieux coordonner leurs activités et de mettre en place des activités interorganisations. Au niveau national, le Bureau coopérera avec les réseaux de coordonnateurs nationaux qui font la liaison entre les mécanismes mondiaux, régionaux et nationaux. Ces coordonnateurs nationaux favoriseront la cohérence et la coordination pour les questions communes aux trois groupes de pays et la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'examen de leurs programmes d'action, du Programme 2030 et d'autres cadres mondiaux.
- 10.8 En ce qui concerne la coordination et la liaison interorganisations, le Bureau travaillera en étroite collaboration avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents pour promouvoir l'intégration des programmes d'action dans les plans stratégiques des Nations Unies et dans les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable et pour assurer la liaison avec les États Membres sur le terrain et faciliter ainsi l'intégration des programmes d'action dans les stratégies nationales.
- 10.9 En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2025 :
- a) les conditions de sécurité et la situation politique qui règnent dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et dans les régions environnantes sont propices à la mise en œuvre des trois programmes d'action ;
  - b) les partenaires de développement continuent de proposer des mesures de soutien international dans les domaines du financement du développement, de l'accès aux marchés, des technologies et de l'assistance technique.
- 10.10 Le Bureau continuera d'explorer les voies de la coopération, de l'appui et de la participation en ce qui concerne l'action menée au niveau mondial aux fins de la mise en œuvre du Programme 2030, en accordant une attention particulière aux besoins des personnes en situation vulnérable, des femmes, des enfants, des personnes en situation de handicap et des personnes âgées.
- 10.11 Le Bureau prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. Par exemple, il élaborera une stratégie actualisée pour l'égalité des genres afin que cette question et celle de l'avancement des femmes soient davantage prises en compte dans ses activités, notamment grâce à des séances supplémentaires de formation et de

renforcement des capacités. En outre, dans le cadre de son travail de suivi et de communication de l'information, il fera figurer dans ses rapports des données et des analyses ventilées par sexe.

- 10.12 Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, le Bureau continuera de prendre en compte dans son programme de travail les droits des personnes en situation de handicap et l'inclusion du handicap en mettant en œuvre sa stratégie et son plan d'action connexes. Il facilitera ainsi l'inclusion du handicap dans ses travaux de suivi, de communication de l'information et de promotion, conformément à ses mandats.

### Textes des organes délibérants définissant les mandats

- 10.13 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le programme, qui a été revue pendant l'établissement du projet de budget-programme.

#### Résolutions de l'Assemblée générale

56/227	Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés	75/233	Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
70/1	Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030		

#### Sous-programme 1 Pays les moins avancés

#### Résolutions de l'Assemblée générale

56/227	Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés	76/258	Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés
65/280	Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020	77/177 ; 78/233	Suivi de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés
70/294	Déclaration politique issue de l'Examen approfondi de haut niveau à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020		

#### Résolution du Conseil économique et social

2022/19 ; 2023/29	Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2022-2031
----------------------	--

#### Sous-programme 2 Pays en développement sans littoral

#### Résolutions de l'Assemblée générale

69/137	Programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024	74/15	Déclaration politique sur l'examen de haut niveau à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024
73/243 ; 74/233 ; 75/228 ; 76/217 ; 77/246 ; 78/163	Suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral		

**Sous-programme 3**  
**Petits États insulaires en développement**

*Résolutions de l'Assemblée générale*

59/311	Réunion internationale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement	73/228 ; 74/217 ; 75/215 ; 76/203 ; 77/245 ; 78/232	Suivi et application des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement
69/15	Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa)		
72/279	Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies	74/3	Déclaration politique issue de la réunion de haut niveau chargée d'examiner les progrès accomplis pour répondre aux besoins prioritaires des petits États insulaires en développement grâce à la mise en œuvre des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement
72/307	Organisation de l'examen de haut niveau des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa)		

**Produits**

10.14 On trouvera dans le tableau 10.1 les produits de portée générale retenus pour le programme.

Tableau 10.1

**Produits de portée générale retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie**

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
Réunions ou séances :				
1. Groupes des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement	4	1	—	1
2. Cinquième Commission	1	1	1	1
3. Comité du programme et de la coordination	1	1	1	1
4. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	1	1	1	1
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>5</b>
5. Rapports thématiques du Bureau sur les difficultés auxquelles se heurtent les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, notamment sur des difficultés communes telles que les vulnérabilités face aux chocs extérieurs, l'accès à une énergie durable et l'accès aux services haut débit	1	1	3	5
<b>C. Activités de fond</b>				
<b>Bases de données et supports numériques</b> : bases de données, notamment sur le suivi de la mise en œuvre des trois programmes d'action et résultats des analyses et de la modélisation y relatives.				
<b>D. Activités de communication</b>				
<b>Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information</b> : supports de communication stratégique à utiliser dans les campagnes d'information mondiales pour faciliter la mise en œuvre des trois nouveaux programmes d'action, notamment en ce qui concerne les difficultés communes aux trois groupes de pays et à l'appui de la mise en œuvre de programmes communs, telle la réalisation des objectifs de développement durable.				

**Relations extérieures et relations avec les médias** : communiqués de presse, points de presse et entretiens ciblés avec certains médias au sujet des étapes et manifestations connexes, y compris l'état d'avancement des initiatives que l'ONU mène pour remédier aux problèmes structurels dans les pays en situation particulière.

**Plateformes numériques et contenus multimédias** : site Web du Bureau, où sont présentées les priorités thématiques, les manifestations et les études et analyses ainsi que les données de suivi et informations relatives aux trois programmes d'action ; sites Web pour les trois conférences et leurs processus de suivi.

## Activités d'évaluation

- 10.15 Une évaluation de l'appui apporté au Réseau d'affaires mondial des petits États insulaires en développement, menée à bien en 2023, a orienté l'établissement du plan-programme pour 2025.
- 10.16 Compte tenu des résultats de l'évaluation mentionnée plus haut, dans le cadre du sous-programme 3, on a intégré la planification du forum 2024 du Réseau d'affaires mondial des petits États insulaires en développement dans les préparatifs de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement. Le Bureau a également redynamisé sa stratégie de communication concernant le forum et mis en place un groupe consultatif qui orientera les activités du Réseau d'affaires mondial en 2025 et au-delà.
- 10.17 Il est prévu de procéder à une évaluation de l'appui que le Bureau apporte au réseau des coordonnateurs nationaux des petits États insulaires en développement en 2025.

## Programme de travail

### Sous-programme 1 Pays les moins avancés

#### Objectif

- 10.18 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de renforcer les politiques visant à éliminer la pauvreté dans les pays les moins avancés et à accélérer la transformation structurelle de leur économie, ainsi que de permettre à ces pays de sortir effectivement de la catégorie des pays les moins avancés.

#### Stratégie

- 10.19 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on s'emploiera à :
  - a) apporter un soutien aux États Membres dans l'action intergouvernementale qu'ils mènent pour répondre aux priorités des pays les moins avancés, notamment en appuyant la mise en œuvre du Programme d'action de Doha et des objectifs qui y sont associés, à savoir en créant une université en ligne pour l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques dans l'optique de l'obtention d'un diplôme ou de l'accès à une formation de troisième cycle, un centre d'appui aux investissements, un mécanisme de renforcement de la résilience, un mécanisme de soutien au reclassement durable et un système de constitution de stocks alimentaires en faveur des pays les moins avancés, d'assise régionale et infrarégionale, ou des modalités de substitution, comme les transferts en espèces, en tenant compte de leurs incidences économiques éventuelles et des risques y associés ;
  - b) élaborer des études et des analyses concernant les six grands domaines prioritaires du Programme d'action de Doha et faciliter les échanges de connaissances et la transmission du

savoir sur les facteurs essentiels à l'élimination de la pauvreté et à la transformation structurelle, notamment en prenant en compte les questions de genre ;

- c) renforcer l'action menée pour sensibiliser au sort des pays les moins avancés et défendre leur cause, notamment en assurant le suivi de la feuille de route pour la mise en œuvre accélérée du Programme d'action de Doha, en partenariat avec les entités des Nations Unies, les parlements, la société civile, les médias, les universités et les fondations, dans les domaines prioritaires du Programme d'action de Doha en prévision de l'examen à mi-parcours du Programme d'action de Doha ;
- d) faire campagne pour que des ressources soient mobilisées dans les pays les moins avancés, en particulier des financements publics et privés, y compris des modes de financement innovants, aux fins du renforcement de la résilience ;
- e) diriger l'équipe spéciale interinstitutions pour le reclassement, organiser des ateliers et apporter un soutien technique pour la mise en place de mécanismes consultatifs avec les partenaires de développement et l'élaboration de stratégies de transition sans heurt, et faciliter la transmission du savoir entre les pays retirés de la liste et les pays en voie de l'être ;
- f) suivre l'évolution des politiques sectorielles dans les processus intergouvernementaux des organisations internationales et régionales concernées, y compris les banques multilatérales de développement ;
- g) renforcer la capacité des coordonnateurs nationaux pour les pays les moins avancés à mettre en œuvre le Programme d'action de Doha et à en assurer le suivi, en organisant des réunions annuelles leur permettant d'échanger les données d'expérience et les meilleures pratiques, notamment au moyen d'un ensemble d'outils facilitant l'intégration du Programme d'action de Doha et des objectifs de développement durable dans les processus de développement nationaux, en collaboration avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents ;
- h) collaborer avec la Banque de technologies pour les pays les moins avancés afin de renforcer les moyens scientifiques et technologiques et les capacités d'innovation des pays les moins avancés, notamment les pays qui ont été retirés de la liste et les pays en voie de l'être.

10.20 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) les pays les moins avancés accélèrent la réalisation des objectifs de développement durable, des objectifs prioritaires du Programme d'action de Doha et d'autres objectifs de développement arrêtés au niveau international ;
- b) la transition des pays en voie de reclassement s'effectue sans heurt ;
- c) les débats intergouvernementaux sont mieux recentrés sur les priorités des pays les moins avancés reflétant une meilleure compréhension de la réalité de la situation de ces pays ;
- d) le principe de responsabilité est mieux appliqué par les acteurs concernés dans les pays les moins avancés et les partenaires de développement, y compris les gouvernements, les organisations internationales et la société civile ainsi que le secteur privé, dans la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre du Programme d'action de Doha.

## Exécution du programme en 2023

### Partenariats visant à réduire la fracture numérique dans les pays les moins avancés

10.21 La fracture numérique liée à l'accès au haut débit s'est creusée au cours des 10 dernières années, le taux d'abonnement à large bande mobile dans les pays les moins avancés s'établissant à 42 %, soit deux fois moins que la moyenne mondiale<sup>1</sup>. Dans le Programme d'action de Doha, il est bien rendu

<sup>1</sup> Voir Union internationale des télécommunications, *Measuring Digital Development. Facts and Figures: Focus on Least Developed Countries* (Genève, mars 2023).

compte du rôle central que la science, la technologie et l'innovation, y compris le numérique, jouent dans les pays les moins avancés. À la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Partner2Connect, une initiative de l'Union internationale des télécommunications et du Bureau, a lancé une campagne pour encourager diverses parties prenantes à se mobiliser et à annoncer de nouvelles ressources, de nouveaux partenariats et de nouveaux engagements en vue de favoriser une véritable connectivité universelle et une transformation numérique durable.

- 10.22 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 10.2).

Tableau 10.2  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
—	—	<p>Sur les 845 contributions qui avaient été annoncées fin 2023, 261 (31 %) étaient destinées à au moins 1 des pays les moins avancés et représentaient un montant estimatif de 12,24 milliards de dollars</p> <p>De plus, les femmes faisaient partie des groupes bénéficiaires de 52 % de ces annonces de contribution</p>

## Résultats escomptés pour 2025

### Résultat 1 : le secteur privé joue un plus grand rôle dans la lutte contre les vulnérabilités des pays les moins avancés

#### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 10.23 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à l'annonce de 15 partenariats entre des entités du secteur privé, des États Membres et des organismes des Nations Unies dans les cinq secteurs thématiques clés (énergie durable, agriculture durable, connectivité numérique, changements climatiques et tourisme durable) du Forum du secteur privé, qui a eu lieu lors de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir cinq partenariats.
- 10.24 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 10.3).

Tableau 10.3  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Les organismes de promotion de l'investissement ont renforcé les capacités pour ce qui est d'attirer et de faciliter les	Des entités du secteur privé ont pris part aux activités du groupe consultatif du secteur privé de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les	15 partenariats liés aux objectifs énoncés dans le Programme d'action de Doha ont été annoncés lors du Forum du secteur privé	5 partenariats liés aux objectifs énoncés dans le Programme d'action de Doha sont mis en place dans les pays les moins avancés, notamment pour	5 autres partenariats liés aux objectifs énoncés dans le Programme d'action de Doha sont mis en place dans les pays les moins avancés, notamment dans les

# Titre IV      Coopération internationale pour le développement

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
investissements étrangers directs	pays les moins avancés, participé au dialogue et annoncé les engagements qui seraient pris pendant la Conférence aux fins de la mise en œuvre du Programme d'action de Doha		améliorer l'accès des petites et moyennes entreprises à une énergie durable et une connectivité haut débit, l'objectif étant de créer des emplois	domaines du développement durable tels que le tourisme durable et les industries agroalimentaires

## Résultat 2 : amélioration de l'offre de l'enseignement supérieur dans les pays les moins avancés grâce à la création d'une université en ligne pour l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques

### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 10.25 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a facilité les consultations relatives à la création d'une université en ligne, mais n'a pas permis d'atteindre la cible fixée, à savoir examiner la possibilité de mettre en place une université en ligne. La cible n'a pas été atteinte car des retards ont été accusés dans la publication du rapport que le Secrétaire général devait présenter.
- 10.26 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 10.4).

Tableau 10.4  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
—	Les États Membres ont décidé d'un commun accord de faire figurer dans le Programme d'action de Doha un objectif consistant à procéder à des études visant à déterminer la faisabilité de la création d'une université en ligne ou de plateformes équivalentes pour les pays les moins avancés	Des consultations ont eu lieu avec les États Membres et les entités des Nations Unies compétentes au sujet de la possible création d'une université en ligne	Les États Membres approuvent une proposition visant à créer une université en ligne destinée aux étudiants des pays les moins avancés, en collaboration avec les organisations partenaires	Une université en ligne destinée aux étudiants des pays les moins avancés est opérationnelle

## Résultat 3 : un nouveau mécanisme de constitution de stocks alimentaires permet de réduire l'insécurité alimentaire dans les pays les moins avancés

- 10.27 Les habitants des pays les moins avancés qui vivent dans la pauvreté présentent des taux d'insécurité alimentaire plus élevés que les autres. Les pays les moins avancés connaissent plus d'urgences alimentaires que les autres pays et, en 2022, 22,1 % de leur population était sous-alimentée (voir [A/78/112-E/2023/94](#)). En vue de remédier à l'insécurité alimentaire dans ces pays, un rapport du

Secrétaire général sur l'insécurité alimentaire dans les pays les moins avancés (A/77/291) a été établi dans le cadre du sous-programme. Il y est proposé de créer un système spécial de réserve alimentaire dédié.

*Enseignements tirés et changements prévus*

- 10.28 L'enseignement tiré est le suivant : des États Membres ayant demandé des informations supplémentaires concernant un système de constitution de stocks alimentaires en faveur des pays les moins avancés, une évaluation des initiatives et programmes relatifs à la sécurité alimentaire existants et de la faisabilité opérationnelle d'un tel système permettrait d'éclairer les délibérations intergouvernementales. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on cherchera à savoir quels sont les moyens nécessaires, le niveau de participation des parties prenantes, les structures de gouvernance, les mécanismes de financement et les aspects logistiques à prévoir pour mettre en place un système de constitution de stocks alimentaires qui rende possible l'achat, le stockage et la distribution de stocks alimentaires destinés à aider les pays les moins avancés dans les situations d'urgence.
- 10.29 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 10.5).

Tableau 10.5  
**Mesure des résultats**

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
–	La nécessité de remédier à l'insécurité alimentaire grave est soulignée dans le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés	À la Réunion-bilan deux ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, les États Membres ont insisté sur l'urgente nécessité de mettre en place un système de constitution de stocks alimentaires pour les pays les moins avancés	Les États Membres contribuent à la conceptualisation d'un système de constitution de stocks alimentaires pour les pays les moins avancés	Les États Membres décident de créer un système de constitution de stocks alimentaires pour les pays les moins avancés

## Produits

- 10.30 On trouvera dans le tableau 10.6 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 10.6  
**Sous-programme 1 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie**

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Documentation destinée aux organes délibérants</b> (nombre de documents)	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>2</b>
1. Rapports destinés à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social, notamment sur l'application du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés	3	2	3	2

## Titre IV Coopération internationale pour le développement

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
2. Documents de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés	4	4	—	—
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	<b>59</b>	<b>64</b>	<b>46</b>	<b>46</b>
3. Séances de l'Assemblée générale	13	15	13	13
4. Séances du Conseil économique et social, notamment celles consacrées à la mise en œuvre du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés et au forum politique de haut niveau pour le développement durable	10	12	10	10
5. Réunions régionales d'examen sur le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés	—	—	2	—
6. Réunions des ministres des pays les moins avancés et consultations connexes	5	5	5	7
7. Réunions de groupes spéciaux d'experts consacrées à la mise en œuvre du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés et aux thèmes prioritaires s'y rapportant	3	8	6	6
8. Réunions du Groupe des pays les moins avancés	10	7	10	10
9. Réunions de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés	18	17	—	—
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>8</b>	<b>21</b>	<b>17</b>	<b>17</b>
10. Ateliers à l'intention des coordonnateurs nationaux pour les pays les moins avancés et tables rondes sur la mise en œuvre et le suivi du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés	6	6	10	10
11. Séminaires sur les partenariats pour les pays les moins avancés visant à accroître la participation des parties prenantes	2	15	3	4
12. Ateliers à l'intention des représentants des gouvernements et des autres spécialistes sur la définition des principaux résultats énoncés dans le Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés	—	—	3	2
13. Forum sur l'avenir des pays les moins avancés : renforcement du dialogue entre chercheurs et décideurs	—	—	1	1
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
14. Sur l'état des pays les moins avancés	1	—	1	1
15. Sur la mise en œuvre du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés et les effets de synergie avec la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement	—	—	1	1
<b>Activités ou documentation techniques</b> (nombre d'activités ou de documents)	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>16</b>
16. Sur les progrès accomplis par les pays les moins avancés en vue de leur retrait de la liste	1	1	1	1
17. Sur la mise en œuvre de tels ou tels domaines du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés, y compris les préparatifs de l'examen à mi-parcours du Programme d'action de Doha	4	4	5	5
18. Sur des questions relatives aux pays les moins avancés	8	9	8	8
19. Rapport sur l'application de la feuille de route pour la mise en œuvre accélérée du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés, y compris son suivi	—	—	—	1
20. Base de données pour le suivi de la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés	—	—	—	1

### C. Activités de fond

**Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause** : fourniture de conseils techniques au groupe des 45 pays les moins avancés sur la mise en œuvre du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés ; réunion d'information à l'intention des États Membres sur les travaux du Bureau et de la Banque de technologies pour les pays les moins avancés ; conseils et appui fonctionnel aux travaux de la Commission « Le large bande au service du développement durable » ; action en faveur de l'amélioration des mesures de soutien international destinées aux pays les moins avancés ; consultations, dans le cadre du Groupe consultatif interorganisations sur les pays les moins avancés, visant à ce que ces pays soient davantage soutenus, notamment en renforçant les mesures de transition sans heurt et leur participation aux réunions de haut niveau.

### D. Activités de communication

**Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information** : supports promotionnels relatifs à la campagne d'information mondiale en faveur du suivi du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés ; campagnes de communication sur les prochains reclassements, le troisième Forum sur l'avenir des pays les moins avancés et les réunions ministérielles.

**Relations extérieures et relations avec les médias** : communiqués et conférences de presse et tribunes sur des questions intéressant les pays les moins avancés ; campagne d'information (dont des vidéos, des infographies et d'autres contenus destinés aux médias sociaux) sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés.

**Plateformes numériques et contenus multimédias** : site Web consacré à l'examen à mi-parcours du Programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés ; graphiques et visuels interactifs adaptés à la participation active dans les médias sociaux.

## Sous-programme 2 Pays en développement sans littoral

### Objectif

- 10.31 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de renforcer les politiques et les capacités afin de permettre aux pays en développement sans littoral d'améliorer leur connectivité, l'objectif étant de favoriser leur développement durable, et de réduire les coûts de transaction commerciale qu'ils supportent, de renforcer leur coopération au niveau régional et d'accroître leur participation aux échanges sous-régionaux, régionaux et mondiaux, de renforcer leurs institutions et la protection sociale et environnementale et d'intensifier les changements structurels qui vont dans le sens du développement durable dans les pays en développement sans littoral.

### Stratégie

- 10.32 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on s'emploiera à :
- apporter un soutien aux États Membres dans l'action intergouvernementale qu'ils mènent pour répondre aux priorités des pays en développement sans littoral, notamment en facilitant la mise en œuvre d'un nouveau programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral ;
  - mener des études et des évaluations analytiques pour aider les pays en développement sans littoral à adopter des politiques propices à la concrétisation de leurs priorités de développement, dans le droit fil de celles figurant dans le nouveau programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral ;
  - faire campagne pour mobiliser un appui international à la mise en œuvre du nouveau programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral et d'autres programmes pertinents ;
  - coordonner, suivre et évaluer les progrès réalisés dans le cadre du nouveau programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral.

10.33 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) la communauté internationale aide davantage les pays en développement sans littoral à répondre à leurs besoins et aux difficultés résultant du fait qu'ils n'ont pas d'accès direct à la mer et des restrictions liées au transit ;
- b) les pays en développement sans littoral adoptent et mettent en œuvre de nouvelles initiatives pour améliorer le transit et la connectivité et faciliter le commerce ;
- c) les pays en développement sans littoral conçoivent, établissent et appliquent des politiques favorisant la diversification économique, l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales et régionales et la transformation structurelle de leur économie ;
- d) la protection sociale est renforcée pour tous les groupes de population dans les pays en développement sans littoral, notamment au moyen de l'accès à des emplois décents.

## Exécution du programme en 2023

### Croissance du commerce électronique et entrepreneuriat des femmes au Kazakhstan

10.34 Dans le cadre du sous-programme, le Bureau travaille en collaboration étroite avec le Groupe de réflexion international sur les pays en développement sans littoral afin que la recherche puisse aboutir à l'élaboration de politiques et des mesures concrètes. Le Kazakhstan aide les petites et moyennes entreprises à promouvoir le commerce électronique, avec le soutien d'entités des Nations Unies, dont le Centre du commerce international, l'Union internationale des télécommunications, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), le Programme des Nations Unies pour le développement et le Groupe de réflexion international sur les pays en développement sans littoral. Avec le soutien du Ministère du travail et de la protection sociale et de la Commission nationale de la condition de la femme et de la politique familiale et démographique, la Chambre nationale des entrepreneurs (« Atameken ») a mis en place des centres pour le développement de l'entrepreneuriat des femmes afin que celles-ci aient accès aux connaissances, aux financements et aux réseaux et aux outils et aux connaissances nécessaires pour assurer la présence des entreprises sur les plateformes de commerce électronique.

10.35 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 10.7).

Tableau 10.7  
Mesure des résultats<sup>a</sup>

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
Le commerce électronique représentait 3,6 % du volume total du commerce de détail au Kazakhstan	Le commerce électronique représentait 12,5 % <sup>b</sup> du volume total du commerce de détail (y compris les marchés) au Kazakhstan  17 centres de développement de l'entrepreneuriat des femmes ont été mis en place au Kazakhstan	La croissance du commerce électronique s'est établie autour de 20 % par an au Kazakhstan  Environ 9 000 entrepreneuses au Kazakhstan ont bénéficié jusque-là de services et participé à des programmes de formation tels que les cours sur le marketing sur les médias sociaux, l'entrepreneuriat social et les entreprises de marché

<sup>a</sup> Les données pour 2022 proviennent du Service de la planification stratégique et des réformes de la République du Kazakhstan – Bureau des statistiques nationales.

<sup>b</sup> Les marchés sont pris en compte dans les données pour 2022.

## Résultats escomptés pour 2025

### Résultat 1 : renforcement des capacités des pays en développement sans littoral s'agissant de mener une action climatique et de se relever durablement de la pandémie de COVID-19

#### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 10.36 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que les États Membres, d'un commun accord, retiennent des mesures et prennent des engagements d'un commun accord pour accélérer l'action climatique, notamment pour construire des systèmes de transport résilients et durables, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 10.37 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 10.8).

Tableau 10.8  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
L'Assemblée générale a adopté la résolution <a href="#">76/217</a> , dans laquelle elle a demandé la tenue d'une troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, qui procéderait à un examen d'ensemble de la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne	Les États Membres ont préconisé de mettre en place des systèmes de transport qui soient durables et résilients face aux effets des changements climatiques et de la pandémie de COVID-19, accélèrent la transition énergétique et permettent de mettre en œuvre des solutions de facilitation du commerce judicieuses sur le plan climatique (résolution <a href="#">77/246</a> de l'Assemblée générale)	Les États Membres ont, d'un commun accord, proposé des mesures et pris des engagements pour accélérer l'action climatique, notamment pour construire des systèmes de transport résilients et durables, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée	Les États membres s'accordent pour prendre des mesures et des engagements au niveau mondial afin d'aider les pays en développement sans littoral à mener des activités relatives au climat pour créer des systèmes de transport résilients face aux changements climatiques conformément au nouveau programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral	Les États Membres mettent en œuvre de nouvelles initiatives aux niveaux régional et sous-régional pour mettre en place des infrastructures de transit et des systèmes de transport qui soient résilients face aux changements climatiques, durables et intelligents

### Résultat 2 : accélération des progrès en matière de développement durable dans les pays en développement sans littoral

#### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 10.38 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a facilité la tenue de trois réunions préparatoires régionales qui ont contribué à déterminer quelles étaient les priorités des pays en développement sans littoral dans le cadre des préparatifs de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 10.39 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 10.9).

Tableau 10.9  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
–	Les pays en développement sans littoral ont été invités à contribuer aux préparatifs de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral au moyen de réunions, de manifestations et de rapports	3 réunions préparatoires régionales ont contribué à déterminer quelles étaient les priorités des pays en développement sans littoral dans le cadre des préparatifs de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral	Au moins 2 pays en développement sans littoral prennent des mesures pour prendre en compte un nouveau programme d'action	10 pays en développement sans littoral de plus prennent des mesures pour prendre en compte le nouveau programme d'action

**Résultat 3 : initiatives de financement stratégique du développement visant à renforcer la résilience économique des pays en développement sans littoral**

**Projet de plan-programme pour 2025**

- 10.40 L'accès au financement dans les pays en développement sans littoral reste limité. En 2021, le crédit intérieur accordé au secteur privé en pourcentage du produit intérieur brut s'établissait à 31,5 %, soit une diminution de 15 %, une proportion bien inférieure à la moyenne mondiale de 145 %. L'aide publique au développement, allouée principalement à quelques pays sans littoral, reste l'une des principales sources de financement externe du développement (voir [A/78/283](#)). Pour aider les pays en développement sans littoral, dans le cadre du sous-programme, le Bureau a réalisé des travaux d'analyse concernant le financement du développement destiné aux pays en développement sans littoral et prend en considération cette analyse dans ses activités de promotion et de coordination.

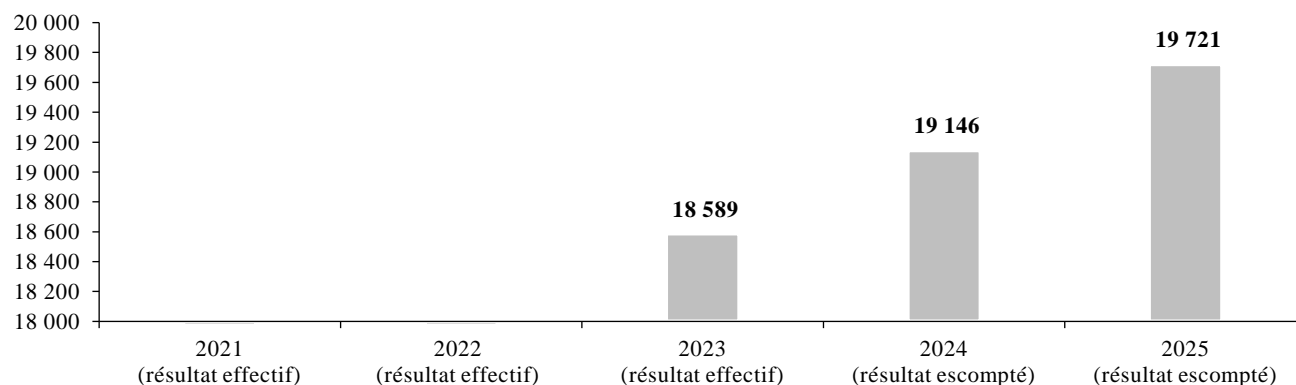
*Enseignements tirés et changements prévus*

- 10.41 L'enseignement tiré est le suivant : il existait une demande croissante en ce qui concerne les nouvelles manières de tirer davantage parti des ressources financières externes pour faciliter la transformation structurelle dans les pays en développement sans littoral. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on aidera les pays en développement sans littoral à mettre au point de nouvelles approches pour accéder à des financements en vue d'opérer une transformation structurelle, en particulier en faveur d'infrastructures durables et résilientes. On fera connaître et on promouvra, au niveau mondial, les priorités des pays en développement sans littoral en matière de financement du développement, y compris la mobilisation d'investissements étrangers directs et de l'aide publique au développement. On apportera également une contribution technique, notamment en présentant des analyses et des propositions visant à renforcer les mesures de soutien pour améliorer l'accès au financement dans les pays en développement sans littoral.
- 10.42 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 10.I).

Figure 10.I

**Mesure des résultats : flux d'investissements directs étrangers à destination des pays en développement sans littoral (annuels)**

(En millions de dollars des États-Unis)

**Produits**

10.43 On trouvera dans le tableau 10.10 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 10.10

**Sous-programme 2 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie**

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Documentation destinée aux organes délibérants</b> (nombre de documents)	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>15</b>	<b>1</b>
1. Rapport destiné à l'Assemblée générale, portant notamment sur la mise en œuvre du nouveau programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral	1	1	1	1
2. Documents pour le comité préparatoire intergouvernemental de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral	8	7	6	—
3. Documents de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral	—	—	8	—
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	<b>52</b>	<b>37</b>	<b>47</b>	<b>36</b>
4. Séances de la Deuxième Commission de l'Assemblée générale	15	12	15	13
5. Réunions du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social	2	2	2	2
6. Réunions ministérielles annuelles des pays en développement sans littoral, consultations sur les documents issus de ces réunions et autres réunions ministérielles	10	8	10	8
7. Réunions d'examen régionales sur le Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024 et le nouveau programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral	3	3	—	3
8. Réunions du comité préparatoire intergouvernemental de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral	7	3	7	—
9. Réunions du Groupe des pays en développement sans littoral	14	8	12	8

## Titre IV Coopération internationale pour le développement

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
10. Réunions de groupes d'experts sur des questions thématiques (transformation structurelle de l'économie, transition numérique, financement du développement, mesures de facilitation du commerce et systèmes de transport résilients face aux changements climatiques)	1	1	1	2
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Projets sur le terrain et projets de coopération technique</b> (nombre de projets)	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>3</b>
11. Projet relatif au renforcement des capacités d'analyse du Groupe de réflexion international sur les pays en développement sans littoral	1	1	1	1
12. Projet sur le renforcement du rôle du secteur privé dans la facilitation du commerce et la transformation structurelle	1	1	1	1
13. Projet relatif au renforcement de la participation des pays en développement sans littoral aux cadres de coopération bilatéraux et régionaux pertinents et à leur adhésion aux conventions internationales, et à l'établissement de couloirs	—	—	1	1
14. Projet de coordination portant sur l'amélioration de la mise en œuvre du plan d'action visant à accélérer la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024	1	1	1	—
15. Projet visant à estimer les frais de transport et les coûts commerciaux et à concevoir et appliquer des politiques qui favorisent la connectivité et une meilleure utilisation des solutions numériques pour faciliter le transport et le commerce et contribuer ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable	—	—	—	1
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>12</b>	<b>7</b>
16. Table ronde sur le renforcement des capacités	1	1	2	1
17. Atelier destiné aux coordonnateurs nationaux pour les pays en développement sans littoral	1	1	2	1
18. Réunion-débat sur les meilleures pratiques et les solutions se rapportant aux besoins propres aux pays en développement sans littoral	1	1	1	1
19. Activités de formation sur l'énergie, l'informatique et les communications, les infrastructures, l'objectif de développement durable n° 14, les changements climatiques et la désertification	2	2	2	2
20. Activités préparatoires de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral consacrées à des domaines thématiques, notamment le transit, la facilitation du commerce, l'établissement de couloirs, la connectivité, les chaînes de valeur mondiales, les changements climatiques, l'eau, la désertification et la sécurité routière	4	4	3	—
21. Ateliers sur l'intégration du nouveau programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral et sur l'élaboration du plan d'action et du cadre de suivi	—	—	2	2
<b>Activités ou documentation techniques</b> (nombre d'activités ou de documents)	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>4</b>
22. Concernant le suivi de la mise en œuvre du nouveau programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral et le Programme 2030	2	1	2	1
23. Concernant des questions thématiques liées au développement des pays en développement sans littoral	2	3	2	2
24. Guide d'intégration du nouveau programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral	—	—	1	1

### C. Activités de fond

**Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause** : fourniture de conseils techniques au Groupe des pays en développement sans littoral ; réunions d'information sur les activités du Bureau à l'intention de 32 pays en développement sans littoral, de 34 pays de transit et de 28 partenaires de développement ; manifestations parallèles visant à promouvoir la mise en œuvre du Programme 2030 et le nouveau programme d'action en faveur des pays en développement sans littoral.

**Bases de données et supports numériques** : base de données contenant les indicateurs des pays en développement sans littoral pour le nouveau programme d'action en faveur de ces pays.

### D. Activités de communication

**Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information** : supports promotionnels et campagne mondiale d'information sur les questions prioritaires, programmes thématiques et manifestations concernant les pays en développement sans littoral.

**Relations extérieures et relations avec les médias** : communiqués de presse, y compris des tribunes, et conférences de presse sur des questions de développement intéressant les pays en développement sans littoral.

**Plateformes numériques et contenus multimédias** : pages Web relatives aux pays en développement sans littoral, notamment au sujet du document final de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, et contenus multimédias, y compris des graphiques interactifs et des vidéos.

## Sous-programme 3 Petits États insulaires en développement

### Objectif

- 10.44 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de stimuler le développement durable et la résilience économique, sociale et environnementale des petits États insulaires en développement.

### Stratégie

- 10.45 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, on s'emploiera à :
- a) faire mieux connaître la situation particulière des petits États insulaires en développement au regard du développement durable en dialoguant avec les partenaires de développement, les institutions financières internationales et les acteurs du secteur privé ;
  - b) mobiliser des ressources en faveur des petits États insulaires en développement dans les domaines prioritaires, notamment en employant une stratégie de mobilisation ciblée et en mettant au point des mécanismes de mobilisation sur mesure ;
  - c) fournir un appui structuré dans le contexte du Cadre de partenariats pour les petits États insulaires en développement en vue de faciliter la création de partenariats, en particulier entre ces États et les acteurs du secteur privé ;
  - d) renforcer la cohérence et la coordination aux niveaux national, régional et mondial, notamment en apportant un soutien plus structuré au réseau des coordonnateurs nationaux des petits États insulaires en développement et en améliorant la coordination entre les entités des Nations Unies qui appuient ces États ;
  - e) définir et renforcer les cadres d'application des décisions prises à la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement.
- 10.46 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) les mesures de soutien international visant à permettre aux petits États insulaires en développement de mettre en œuvre le Programme 2030, le programme d'action en faveur des

petits États insulaires en développement et l'Accord de Paris et de répondre à d'autres priorités en matière de développement durable sont renforcées ;

- b) les petits États insulaires en développement peuvent accéder plus facilement aux financements ;
- c) les petits États insulaires en développement conçoivent, établissent et mettent en œuvre des politiques visant à promouvoir le développement durable et à contribuer à atteindre les objectifs de développement arrêtés au niveau international.

**Exécution du programme en 2023**

**Meilleure évaluation de la vulnérabilité multidimensionnelle concernant les petits États insulaires en développement**

- 10.47 Les petits États insulaires en développement restent un cas à part en matière de développement durable. Ils n'ont pas connu de forte croissance économique durable, en raison notamment de leur vulnérabilité face aux effets néfastes que continuent d'avoir les problèmes environnementaux d'autres crises économiques et financières externes. Pour mieux évaluer la vulnérabilité des petits États insulaires en développement, dans le cadre du sous-programme, on a facilité le travail mené par le Groupe de haut niveau sur l'élaboration d'un indice de vulnérabilité multidimensionnelle pour les petits États insulaires en développement. On a également contribué à ce que les dirigeants de ces États, les partenaires de développement et les institutions financières internationales se réunissent afin de réfléchir aux moyens de refléter au mieux la vulnérabilité multidimensionnelle dans les pratiques et orientations existantes concernant la soutenabilité de la dette et l'appui au développement.
- 10.48 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 10.11).

Tableau 10.11  
**Mesure des résultats**

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
—	L'Assemblée générale a créé le Groupe de haut niveau sur l'élaboration d'un indice de vulnérabilité multidimensionnelle pour les petits États insulaires en développement	L'indice de vulnérabilité multidimensionnelle a été pris en compte à titre expérimental par la Banque de développement des Caraïbes conformément au rapport final <sup>a</sup> et aux recommandations concernant cet indice

<sup>a</sup> Voir Nations Unies, « High-level Panel on the Development of a Multidimensional Vulnerability Index: Final Report » (février 2024).

**Résultats escomptés pour 2025**

**Résultat 1 : exploitation des données en vue de la création d'un nouveau cadre mondial pour le développement durable des petits États insulaires en développement**

**Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025**

- 10.49 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a facilité l'exploitation des données et des analyses récentes concernant les vulnérabilités pour déterminer quelles mesures et quels engagements doivent être pris à l'échelle mondiale pour mettre en œuvre le Programme 2030, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.

- 10.50 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 10.12).

Tableau 10.12  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
L'Assemblée générale a adopté la résolution 76/203, dans laquelle elle a demandé que soit convoquée, en 2024, une quatrième conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, qui viserait à évaluer la capacité de ces derniers à réaliser le Programme 2030 et les objectifs de développement durable	Les petits États insulaires en développement ont mieux rendu compte de la mise en œuvre des Orientations de Samoa en utilisant un cadre de suivi et de communication de l'information, qui leur a permis de mieux évaluer les progrès accomplis et les failles et de mieux réagir en conséquence	Les petits États insulaires en développement ont exploité des données et des analyses récentes concernant les vulnérabilités pour déterminer quelles mesures et quels engagements doivent être pris à l'échelle mondiale pour mettre en œuvre le Programme 2030	Les petits États insulaires en développement élaborent des mesures recommandées fondées sur des données probantes et une série de produits concrets à partir des données et des analyses du cadre de suivi et de communication de l'information, qui figureront dans le nouveau programme d'action et le nouveau programme en faveur des petits États insulaires en développement	Les petits États insulaires en développement élaborent un cadre de suivi et de communication de l'information, figurant dans le nouveau programme d'action et le programme en faveur des petits États insulaires en développement

## Résultat 2 : consolidation des partenariats avec le secteur privé pour accroître la résilience des petits États insulaires en développement

### Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 10.51 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à la mise en place de cinq partenariats entre les petits États insulaires en développement et le secteur privé dans des domaines prioritaires (atténuation des changements climatiques et adaptation à ces changements, logements durables, énergies renouvelables, transports durables et conservation des eaux), ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 10.52 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 10.13).

Tableau 10.13  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Le secteur privé a davantage participé au forum virtuel du Réseau d'affaires mondial des petits	Le secteur privé a davantage participé au forum du Réseau d'affaires mondial des petits États	5 partenariats entre les petits États insulaires en développement et le secteur privé ont été	Les partenariats entre les petits États insulaires en développement et le secteur privé	10 partenariats entre les petits États insulaires en développement et le secteur privé sont mis

<i>2021 (résultat effectif)</i>	<i>2022 (résultat effectif)</i>	<i>2023 (résultat effectif)</i>	<i>2024 (résultat escompté)</i>	<i>2025 (résultat escompté)</i>
États insulaires en développement axé sur l'utilisation des partenariats au service du développement à long terme de l'énergie marine dans les petits États insulaires en développement	insulaires en développement, tenu en avril 2022, et un partenariat a été créé pour mettre en adéquation l'offre et la demande de poisson et prévenir la surpêche et le gaspillage grâce aux mégadonnées, ce qui a contribué à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 14	mis en place dans des domaines prioritaires et lancés à l'occasion du forum 2024 du Réseau d'affaires mondial des petits États insulaires en développement	utilisent un dispositif renforcé de mobilisation du secteur privé, arrêté dans le cadre du nouveau programme d'action et du programme en faveur des petits États insulaires en développement, afin d'obtenir un maximum de résultats et d'harmoniser les initiatives dans les domaines prioritaires et de limiter les freins à la mise en œuvre pour ces États à l'aide d'une stratégie de mobilisation du secteur privé simplifiée, solide et cohérente	en place dans des domaines prioritaires dans le cadre du nouveau programme d'action et du programme en faveur des petits États insulaires en développement

**Résultat 3 : décisions fondées sur des données pour remédier aux vulnérabilités structurelles des petits États insulaires en développement et accroître la résilience de ces pays**

**Projet de plan-programme pour 2025**

- 10.53 Dans sa résolution [78/232](#), l'Assemblée générale a déclaré savoir qu'il était urgent d'aider les petits États insulaires en développement à renforcer leurs bureaux de statistique et d'appuyer davantage le renforcement des capacités nationales pour améliorer la collecte de données et l'analyse statistique, y compris des données ventilées et de haute qualité. Pour contribuer au renforcement des capacités nationales, dans le cadre du sous-programme, on a mené des consultations et des analyses avec plusieurs parties prenantes, partenaires de développement et organismes de financement. On a également proposé que soit établi un centre de données mondial doté de moyens de coordination et de ressources.

*Enseignements tirés et changements prévus*

- 10.54 L'enseignement tiré est le suivant : les données permettant de faciliter l'accès au financement, notamment en ce qui concerne le développement durable et les changements climatiques, ont souvent été obtenues et consolidées à partir de vastes jeux de données comprenant plusieurs catégories de pays en développement ou groupements géographiques. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on travaillera en collaboration étroite avec les petits États insulaires en développement et les partenaires de développement afin d'accélérer la mise en place d'un centre de données mondial, essentiellement en vue de faciliter la collecte, l'analyse et la gestion de données adaptées et récentes contribuant à la prise de décisions.

10.55 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 10.14).

Tableau 10.14  
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
—	—	Le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda a décidé de créer un centre d'excellence qui comprendra le centre de données mondial consacré aux petits États insulaires en développement	Le centre d'excellence est inauguré lors de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement	Le centre de données mondial consacré aux petits États insulaires en développement offre des analyses et les données sont utilisées par les États Membres pour éclairer la prise de décisions relatives à l'allocation des ressources et aux priorités de développement

## Produits

10.56 On trouvera dans le tableau 10.15 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 10.15  
Sous-programme 3 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
<b>A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts</b>				
<b>Services fonctionnels pour les réunions</b> (nombre de réunions de trois heures)	<b>17</b>	<b>23</b>	<b>14</b>	<b>15</b>
1. Séances de la Deuxième Commission de l'Assemblée générale	3	6	6	3
2. Réunions et consultations du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social	2	2	2	3
3. Réunions d'examen de la mise en œuvre des Orientations de Samoa	8	8	—	—
4. Réunions du groupe des petits États insulaires en développement	2	5	3	6
5. Réunions de groupes d'experts sur l'intégration du programme d'action en faveur des petits États insulaires en développement et des questions relatives à ces pays dans les travaux du système des Nations Unies et sur l'amélioration de la cohérence des processus menés sous l'égide des Nations Unies qui portent sur les problèmes des petits États insulaires en développement	2	2	3	3
<b>B. Création et transfert de connaissances</b>				
<b>Projets sur le terrain et projets de coopération technique</b> (nombre de projets)	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
6. Projet visant à renforcer la capacité des petits États insulaires en développement d'attirer des financements du secteur privé à l'appui de l'action climatique	1	—	1	1

## Titre IV Coopération internationale pour le développement

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
<b>Séminaires, ateliers et activités de formation</b> (nombre de jours)	<b>15</b>	<b>18</b>	<b>16</b>	<b>16</b>
7. Séminaires sur l'appui fourni par les partenaires de développement aux petits États insulaires en développement aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable et de la mise en œuvre du programme d'action en faveur de ces pays	2	5	2	2
8. Séminaires de soutien à l'Alliance des petits États insulaires concernant la mise en œuvre du programme d'action en faveur des petits États insulaires en développement et du Programme 2030	2	4	4	4
9. Séminaires sur la coordination des efforts visant à assurer la mise en œuvre et le suivi du programme d'action en faveur des petits États insulaires en développement et du Programme 2030, avec les coordonnateurs nationaux	4	2	3	2
10. Séminaires sur le renforcement de la collaboration par des initiatives et activités menées conjointement par le système des Nations Unies et d'autres organisations internationales, y compris les organisations intergouvernementales régionales dont les petits États insulaires en développement sont membres	3	3	3	3
11. Séminaires sur la participation du secteur privé à la mise en œuvre du programme d'action en faveur des petits États insulaires en développement	2	2	2	4
12. Séminaires sur l'accès des petits États insulaires en développement au financement des objectifs de développement liés aux changements climatiques	2	2	2	1
<b>Publications</b> (nombre de publications)	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
13. Sur l'intégration du programme d'action en faveur des petits États insulaires en développement et des questions relatives à ces pays dans les travaux du système des Nations Unies et sur l'amélioration de la cohérence des processus menés sous l'égide des Nations Unies qui portent sur les problèmes des petits États insulaires en développement	1	1	1	1
<b>Activités ou documentation techniques</b> (nombre d'activités ou de documents)	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
14. Sur la mise en œuvre des Orientations de Samoa	2	2	2	2
15. Sur l'appui fourni aux petits États insulaires en développement aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable et de la mise en œuvre du programme d'action en faveur de ces pays	2	–	2	2
16. Sur les questions relatives au financement, à la mise en œuvre et au suivi du programme d'action en faveur des petits États insulaires en développement et du Programme 2030	2	2	2	2
17. Sur les questions relatives à la mise en œuvre du Programme 2030 dans les petits États insulaires en développement	2	2	2	2
18. Sur l'intégration du programme d'action en faveur des petits États insulaires en développement et des questions relatives à ces pays dans les travaux du système des Nations Unies et sur l'amélioration de la cohérence des processus menés sous l'égide des Nations Unies qui portent sur les problèmes des petits États insulaires en développement	2	2	2	2

### C. Activités de fond

**Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause** : séances d'information sur les activités du Bureau à l'intention de 38 États Membres ; sensibilisation des instances appropriées à la situation particulière des petits États insulaires en développement en matière de réalisation du développement durable.

### D. Activités de communication

**Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information** : manifestations sur des questions de fond visant à apporter un appui à 38 petits États insulaires en développement ; campagnes sur des questions relatives aux petits États insulaires en développement et au développement durable.

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
------------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------

---

**Relations extérieures et relations avec les médias** : communiqués et interventions médiatiques sur des questions intéressant les petits États insulaires en développement, notamment les mécanismes et activités de l'ONU les concernant.

**Plateformes numériques et contenus multimédias** : pages Web, y compris des mises à jour sur le programme d'action en faveur des petits États insulaires en développement.

---

## B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

### Vue d'ensemble

10.57 On trouvera dans les tableaux 10.16 à 10.18 des informations sur les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 et, selon le cas, sur les changements dont il est tenu compte.

Tableau 10.16

#### Vue d'ensemble : évolution des ressources financières, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Postes	6 234,1	6 873,9	502,3	567,4	–	1 069,7	15,6	7 943,6
Autres dépenses de personnel	455,2	572,1	(509,7)	–	–	(509,7)	(89,1)	62,4
Dépenses de représentation	0,2	2,6	–	–	–	–	–	2,6
Consultants	141,4	214,6	(71,9)	50,0	–	(21,9)	(10,2)	192,7
Experts	322,1	510,9	–	50,0	–	50,0	9,8	560,9
Voyages du personnel	249,8	431,3	–	50,0	–	50,0	11,6	481,3
Services contractuels	174,4	245,2	(20,6)	9,0	–	(11,6)	(4,7)	233,6
Frais généraux de fonctionnement	56,0	26,7	–	5,0	–	5,0	18,7	31,7
Fournitures et accessoires	4,5	28,1	(15,4)	1,0	–	(14,4)	(51,2)	13,7
Mobilier et matériel	17,9	18,5	–	17,5	–	17,5	94,6	36,0
Autres	(1,3)	–	–	–	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>7 654,2</b>	<b>8 923,9</b>	<b>(115,3)</b>	<b>749,9</b>	<b>–</b>	<b>634,6</b>	<b>7,1</b>	<b>9 558,5</b>

Tableau 10.17

#### Vue d'ensemble : postes proposés et changements relatifs aux postes pour 2025

(Nombre de postes)

	Nombre	Informations sur les postes
Effectif approuvé pour 2024	41	1 SGA, 1 D-2, 1 D-1, 9 P-5, 11 P-4, 7 P-3, 3 P-2/1, 1 G(1°C), 7 G(AC)
Création	5	1 P-4 et 3 P-3 au titre de la composante Direction exécutive et administration et 1 P-4 au titre du sous-programme 1
Transfert	–	1 D-1, 1 P-5, 1 P-4, 2 P-3 et 1 G(AC), du sous-programme 1 à la composante Direction exécutive et administration
Effectif proposé pour 2025	46	1 SGA, 1 D-2, 1 D-1, 9 P-5, 13 P-4, 10 P-3, 3 P-2/1, 1 G(1°C), 7 G(AC)

*Note* : Les abréviations ci-après sont utilisées dans les tableaux et figures : G(1°C) = agent(e) des services généraux (1<sup>re</sup> classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e).

Tableau 10.18

**Vue d'ensemble : postes proposés, par catégorie et par classe**

(Nombre de postes)

Catégorie et classe	Effectif proposé pour 2024	Changements			Total	Effectif proposé pour 2025
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
SGA	1	—	—	—	—	1
D-2	1	—	—	—	—	1
D-1	1	—	—	—	—	1
P-5	9	—	—	—	—	9
P-4	11	—	2	—	2	13
P-3	7	—	3	—	3	10
P-2/1	3	—	—	—	—	3
Total partiel	33	—	5	—	5	38
Agents des services généraux et des catégories apparentées						
G(1°C)	1	—	—	—	—	1
G(AC)	7	—	—	—	—	7
Total partiel	8	—	—	—	—	8
Total	41	—	5	—	—	46

10.58 On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans les tableaux 10.19 à 10.21 et dans la figure 10.II.

10.59 Comme le montrent les tableaux 10.19 1) et 10.20 1), les ressources proposées pour 2025 s'élèvent globalement à 9 558 500 dollars avant actualisation des coûts, soit une augmentation nette de 634 600 dollars (7,1 %) par rapport au budget approuvé pour 2024. La variation entre dans les catégories Ajustements techniques, Nouveaux mandats et mandats élargis et Autres changements. Les ressources demandées permettent de financer l'exécution intégrale, efficace et rationnelle des mandats.

Tableau 10.19

**Vue d'ensemble : évolution des ressources financières, par source de financement, composante et sous-programme**

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Composante/sous-programme	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Changements			Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
A. Direction exécutive et administration	1 758,9	1 686,0	38,6	525,5	1 212,9		1 777,0	105,4	3 463,0
B. Programme de travail									
1. Pays les moins avancés	3 593,1	3 997,4	316,3	224,4	(1 212,9)		(672,2)	(16,8)	3 325,2
2. Pays en développement sans littoral	1 102,7	1 722,8	(302,5)	–	–		(302,5)	(17,6)	1 420,3
3. Petits États insulaires en développement	1 199,5	1 517,7	(167,7)	–	–		(167,7)	(11,0)	1 350,0
<b>Total partiel (B)</b>	<b>5 895,3</b>	<b>7 237,9</b>	<b>(153,9)</b>	<b>224,4</b>	<b>(1 212,9)</b>		<b>(1 142,4)</b>	<b>(15,8)</b>	<b>6 095,5</b>
<b>Total partiel (1)</b>	<b>7 654,2</b>	<b>8 923,9</b>	<b>(115,3)</b>	<b>749,9</b>	<b>–</b>		<b>634,6</b>	<b>7,1</b>	<b>9 558,5</b>

2) *Ressources extrabudgétaires*

Composante/sous-programme	2023 (dépenses effectives)	2024 (estimations)	Variation	Pourcentage	2025 (prévisions)
A. Direction exécutive et administration	–	–	–	–	–
B. Programme de travail					
1. Pays les moins avancés	2 098,8	1 413,7	40,7	2,9	1 454,4
2. Pays en développement sans littoral	315,2	1 754,9	(1 319,9)	(75,2)	435,0
3. Petits États insulaires en développement	216,5	563,6	–	–	563,6
<b>Total partiel (B)</b>	<b>2 630,5</b>	<b>3 732,2</b>	<b>(1 279,2)</b>	<b>(34,3)</b>	<b>2 453,0</b>
<b>Total partiel (2)</b>	<b>2 630,5</b>	<b>3 732,2</b>	<b>(1 279,2)</b>	<b>(34,3)</b>	<b>2 453,0</b>
<b>Total (1+2)</b>	<b>10 284,7</b>	<b>12 656,1</b>	<b>(644,6)</b>	<b>(5,1)</b>	<b>12 011,5</b>

Tableau 10.20

**Vue d'ensemble : postes proposés pour 2025, par source de financement, composante et sous-programme**

(Nombre de postes)

*Budget ordinaire*

Composante/sous-programme	Effectif proposé pour 2024	Changements			Total	Effectif proposé pour 2025
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
A. Direction exécutive et administration	8	—	4	6	10	18
B. Programme de travail						
1. Pays les moins avancés	22	—	1	(6)	(5)	17
2. Pays en développement sans littoral	6	—	—	—	—	6
3. Petits États insulaires en développement	5	—	—	—	—	5
<b>Total partiel (B)</b>	<b>33</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>(6)</b>	<b>(5)</b>	<b>28</b>
<b>Total</b>	<b>41</b>	<b>—</b>	<b>5</b>	<b>—</b>	<b>5</b>	<b>46</b>

Tableau 10.21

**Vue d'ensemble : évolution des ressources financières et des postes**

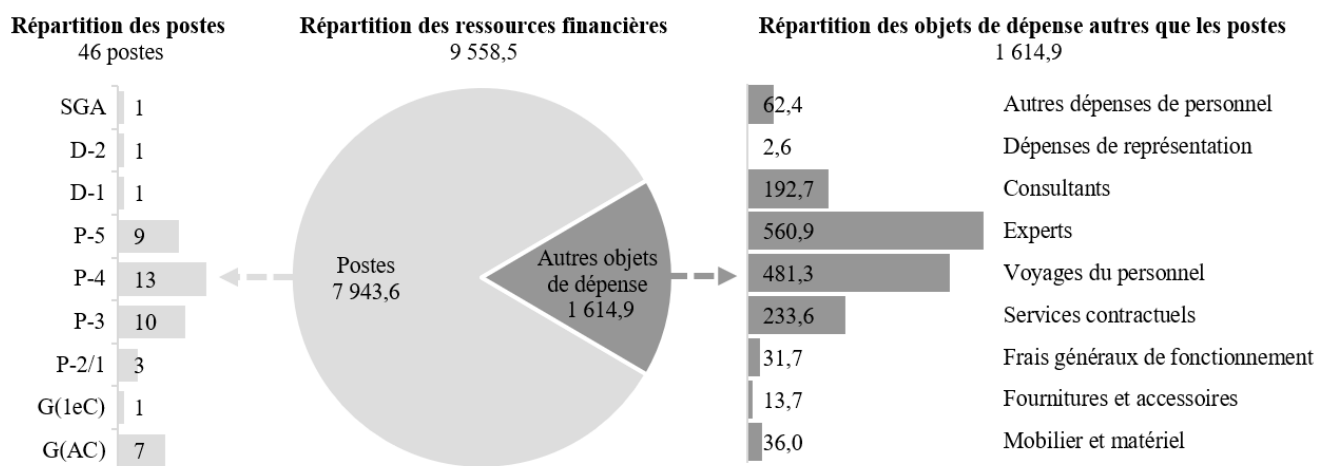
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	6 234,1	6 873,9	502,3	567,4	–	1 069,7	15,6	7 943,6
Autres objets de dépense	1 420,1	2 050,0	(617,6)	182,5	–	(435,1)	(21,2)	1 614,9
Total	7 654,2	8 923,9	(115,3)	749,9	–	634,6	7,1	9 558,5
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		33	–	5	–	5	15,2	38
Agents des services généraux et des catégories apparentées		8	–	–	–	–	–	8
Total		41	–	5	–	5	12,2	46

Figure 10.II

**Répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)**

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

**Explications concernant les variations, par facteur, composante et sous-programme****Récapitulatif des changements relatifs aux ressources****Ajustements techniques**

10.60 Comme le montre le tableau 10.19 1), les changements entraînent une diminution nette de 115 300 dollars, qui s'explique comme suit :

- a) **Direction exécutive et administration.** L'augmentation de 38 600 dollars demandée au titre des postes tient au fait que le taux de vacance convenu pour les postes existants a été appliqué à un poste [G(AC)] qui avait été créé en 2024, conformément à la résolution [78/252](#) de l'Assemblée générale, et pour lequel un taux de vacance de 50 % avait été appliqué conformément à la pratique établie pour les nouveaux postes ;
- b) **Sous-programme 1 (Pays les moins avancés).** L'augmentation de 316 300 dollars demandée au titre des postes tient au fait que le taux de vacance convenu pour les postes existants a été appliqué à cinq postes [1 P-5, 1 P-4, 1 P-3, 1 P-2 et 1 G(1°C)] qui avaient été créés en 2024, conformément à la résolution [78/252](#) de l'Assemblée générale, et pour lesquels un taux de vacance de 50 % avait été appliqué conformément à la pratique établie pour les nouveaux postes ;
- c) **Sous-programme 2 (Pays en développement sans littoral)** (diminution nette de 302 500 dollars) :
  - i) La diminution de 376 200 dollars proposée au titre des objets de dépense autres que les postes tient au non-renouvellement de crédits prévus pour 2024 pour le personnel temporaire (autre que pour les réunions), les services contractuels et les fournitures et accessoires en lien avec la résolution [77/246](#) de l'Assemblée générale sur le suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral ;
  - ii) L'augmentation de 73 700 dollars prévue au titre des postes tient au fait que le taux de vacance convenu pour les postes existants a été appliqué à un poste (P-4) qui avait été créé en 2024, conformément à la résolution [78/252](#) de l'Assemblée générale, et pour

lequel un taux de vacance de 50 % avait été appliqué conformément à la pratique établie pour les nouveaux postes ;

d) **Sous-programme 3 (Petits États insulaires en développement)** (diminution nette de 167 700 dollars) :

- i) La diminution de 241 400 dollars proposée au titre des objets de dépense autres que les postes tient au non-renouvellement de crédits prévus pour 2024 pour le personnel temporaire (autre que pour les réunions), les consultants et les fournitures et accessoires en lien avec les résolutions [77/245](#) et [78/232](#) de l'Assemblée générale sur le suivi et l'application des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement ;
- ii) L'augmentation de 73 700 dollars prévue au titre des postes tient au fait que le taux de vacance convenu pour les postes existants a été appliqué à un poste (P-4) qui avait été créé en 2024, conformément à la résolution [78/252](#) de l'Assemblée générale, et pour lequel un taux de vacance de 50 % avait été appliqué conformément à la pratique établie pour les nouveaux postes.

**Nouveaux mandats et mandats élargis**

10.61 Comme le montre le tableau 10.19 1), les changements entraînent une augmentation de 749 900 dollars, qui s'explique comme suit :

a) **Direction exécutive et administration** (augmentation de 525 500 dollars) ;

- i) L'augmentation de 443 000 dollars prévue au titre des postes tient à la création proposée d'un poste d'économiste (P-4), d'un poste d'analyste de données (P-3), d'un poste de spécialiste de la gestion de programme (P-3) et d'un poste de spécialiste de l'information (P-3), conformément à la résolution [78/233](#) de l'Assemblée générale sur le suivi de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et aux recommandations formulées à ce sujet par le Secrétaire général dans son rapport paru sous la cote [A/77/984](#), comme indiqué à l'annexe II du présent rapport ;
- ii) L'augmentation de 82 500 dollars demandée au titre des objets de dépense autres que les postes permettrait de financer les dépenses afférentes aux voyages du personnel (50 000 dollars), aux services contractuels (9 000 dollars), aux frais généraux de fonctionnement (5 000 dollars), aux fournitures et accessoires (1 000 dollars) et au mobilier et matériel (17 500 dollars), conformément à la résolution [78/233](#) de l'Assemblée générale sur le suivi de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et aux recommandations formulées à ce sujet par le Secrétaire général dans son rapport paru sous la cote [A/77/984](#) ;

b) **Sous-programme 1 (Pays les moins avancés)** (augmentation de 224 400 dollars) :

- i) L'augmentation de 124 400 dollars prévue au titre des postes tient à la création proposée d'un poste de spécialiste de la gestion de programme (P-4), conformément à la résolution [78/233](#) de l'Assemblée générale sur le suivi de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et aux recommandations formulées à ce sujet par le Secrétaire général dans son rapport paru sous la cote [A/77/984](#), comme indiqué à l'annexe II du présent rapport ;
- ii) L'augmentation de 100 000 dollars demandée au titre des objets de dépense autres que les postes permettrait de financer le recours à des consultants (50 000 dollars) et à des experts (50 000 dollars), conformément à la résolution [78/233](#) de l'Assemblée générale sur le suivi de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés

et aux recommandations formulées à ce sujet par le Secrétaire général dans son rapport paru sous la cote [A/77/984](#).

### Autres changements

10.62 Comme le montre le tableau 10.19 1), les changements sont des transferts de ressources sans incidence sur les coûts, comme suit :

- a) **Direction exécutive et administration** (augmentation de 1 212 900 dollars) :
  - i) L'augmentation de 1 102 500 dollars proposée au titre des postes tient au gain par transfert d'un poste de chef de service (D-1), d'un poste d'économiste hors classe (P-5), de deux postes de spécialiste de l'information (P-4 et P-3), d'un poste de statisticien(ne) (P-3) et d'un poste d'assistant(e) de secrétariat [G(AC)] qui relevaient précédemment du sous-programme 1, comme indiqué à l'annexe II du présent rapport ;
  - ii) L'augmentation de 110 400 dollars demandée au titre des objets de dépense autres que les postes tient au gain par transfert des ressources prévues au titre des voyages du personnel (36 900 dollars) et des services contractuels (73 500 dollars), en lien avec le transfert du Groupe de la sensibilisation et de la communication, qui relevait précédemment du sous-programme 1 ;
- b) **Sous-programme 1 (Pays les moins avancés)**. La diminution de 1 212 900 dollars s'explique comme suit :
  - i) La diminution de 1 102 500 dollars proposée au titre des postes s'explique par la perte par transfert des six postes mentionnés au paragraphe 10.62 a) ci-dessus, comme indiqué à l'annexe II du présent rapport ;
  - ii) La diminution de 110 400 dollars proposée au titre des objets de dépense autres que les postes tient à la perte par transfert des ressources prévues au titre des voyages du personnel (36 900 dollars) et des services contractuels (73 500 dollars), en lien avec le transfert du Groupe de la sensibilisation et de la communication, qu'il est proposé de rattacher à la composante Direction exécutive et administration.

### Ressources extrabudgétaires

10.63 Comme le montre le tableau 10.19 2), les ressources extrabudgétaires se chiffrent à 2 453 000 dollars. Elles s'ajouteront aux ressources du budget ordinaire et serviront essentiellement à financer les activités de suivi de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral et de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement.

10.64 Les ressources extrabudgétaires dont il est question ici sont placées sous le contrôle de la Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante, à qui le Secrétaire général a délégué des pouvoirs.

### Direction exécutive et administration

10.65 La Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante assure la direction et la supervision d'ensemble des activités du Bureau, telles qu'elles découlent des mandats qui ont été confiés à celui-ci et du programme de travail qui a été approuvé. Elle tient des consultations de haut niveau avec les États Membres, les entités des Nations Unies, les institutions financières multilatérales et régionales, le secteur privé, les groupes de la société civile et les milieux universitaires et apporte son concours aux examens que le Conseil économique et social et l'Assemblée générale consacrent aux progrès de l'exécution des programmes d'action intéressant les trois groupes de pays et de la mise en œuvre du Programme 2030 en ce qu'il a trait à ces pays.

10.66 Le Bureau de la Haute-Représentante conseille la Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante sur les questions relatives aux politiques et à la gestion ; centralise les informations

relatives aux travaux du Bureau sous tous leurs aspects et veille à ce qu'elles soient diffusées en interne et relayées à l'extérieur selon qu'il est utile ; consulte les départements, bureaux, fonds et programmes, ainsi que des entités n'appartenant pas au système des Nations Unies, sur des questions d'intérêt commun, négocie avec eux et coordonne son action avec eux. Il a à sa tête un(e) directeur(trice) (D-2) qui relève de la Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante et la remplace en cas de besoin.

- 10.67 Comme prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier dans la cible 12.6, dans laquelle les organismes sont encouragés à donner des informations sur la durabilité dans leurs rapports périodiques, et conformément au mandat général approuvé par l'Assemblée générale au paragraphe 19 de sa résolution [72/219](#), le Bureau incorpore des méthodes de gestion de l'environnement dans ses activités. Il poursuivra le dialogue qu'il a entamé avec le personnel sur la durabilité environnementale sur le lieu de travail, notamment à l'aide d'enquêtes sur les mesures prises en ce sens. Il s'emploiera notamment à recenser les enseignements tirés des pratiques durables appliquées pendant les conférences sur les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement qui se tiendront en 2024. Le Bureau continuera de mettre en œuvre sa stratégie de durabilité environnementale, d'évaluer les progrès accomplis et de faire en sorte que les engagements pris soient appliqués l'année suivante. Par exemple, en application de sa stratégie de durabilité environnementale de 2024, le Bureau continuera de suivre les émissions de CO<sub>2</sub> provenant des voyages aériens et de les comparer (en pourcentage) aux émissions totales de CO<sub>2</sub> des entités des Nations Unies qui communiquent ces informations de manière à pouvoir prendre des décisions éclairées à ce sujet.
- 10.68 On trouvera dans le tableau 10.22 des informations sur le respect des délais de soumission de la documentation et d'achat des billets d'avion. Le Bureau renforcera les pratiques de planification suivies par le personnel et les cadres, notamment en établissant des plans de voyage trimestriels et en assurant le suivi de la procédure. En ce qui concerne les partenaires, le Bureau collaborera avec les organisateurs des réunions et avec les participants dont il finance le voyage de sorte que les documents nécessaires soient soumis plus tôt. Il coopérera étroitement avec le Service administratif pour continuer de simplifier les règles relatives aux pièces à produire pour la délivrance des autorisations de voyage, sans pour autant déroger aux textes administratifs régissant les voyages officiels.

Tableau 10.22  
**Respect des délais**  
(En pourcentage)

	2021 (taux effectif)	2022 (taux effectif)	2023 (taux effectif)	2024 (taux prévu)	2025 (taux prévu)
Soumission de la documentation dans les délais	85	86	43	100	100
Achat des billets d'avion au moins deux semaines avant le départ	47	46	47	100	100

- 10.69 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 3 463 000 dollars et font apparaître une augmentation de 1 777 000 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera aux paragraphes 10.60 a), 10.61 a) et 10.62 a) des explications sur l'augmentation qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 10.23 et la figure 10.III.

Tableau 10.23

**Direction exécutive et administration : évolution des ressources financières et des postes**

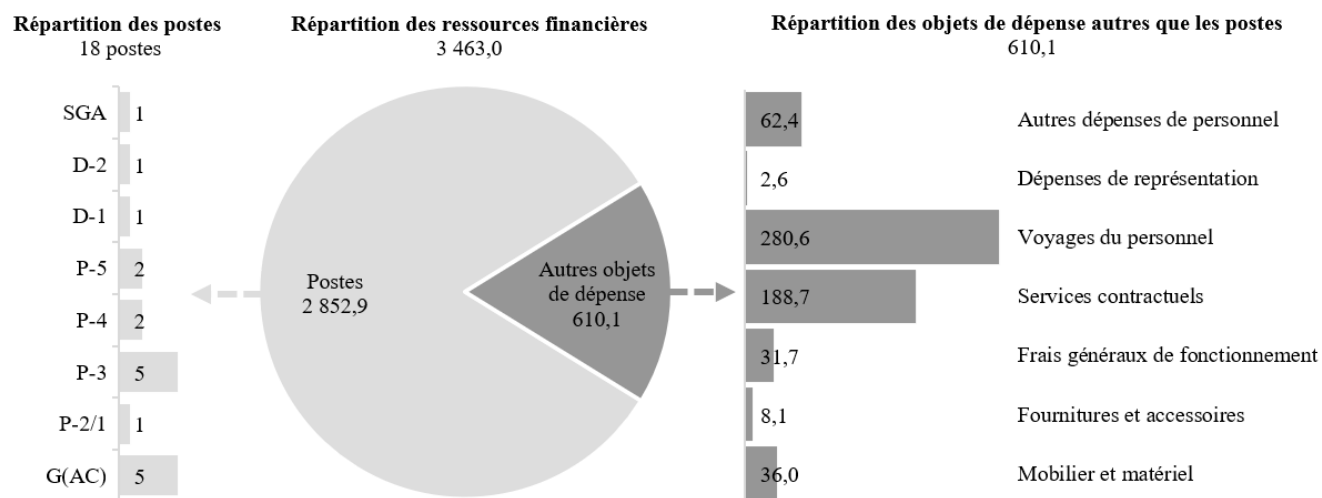
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	1 411,0	1 268,8	38,6	443,0	1 102,5	1 584,1	124,9	2 852,9
Autres objets de dépense	347,9	417,2	–	82,5	110,4	192,9	46,2	610,1
Total	1 758,9	1 686,0	38,6	525,5	1 212,9	1 777,0	105,4	3 463,0
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		4	–	4	5	9	225,0	13
Agents des services généraux et des catégories apparentées		4	–	–	1	1	25,0	5
Total		8	–	4	6	10	125,0	18

Figure 10.III

**Direction exécutive et administration : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)**

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

**Programme de travail****Sous-programme 1****Pays les moins avancés**

- 10.70 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 3 325 200 dollars et font apparaître une diminution nette de 672 200 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera aux paragraphes 10.60 b), 10.61 b) et 10.62 b) des explications sur la

diminution qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 10.24 et la figure 10.IV.

Tableau 10.24

**Sous-programme 1 : évolution des ressources financières et des postes**

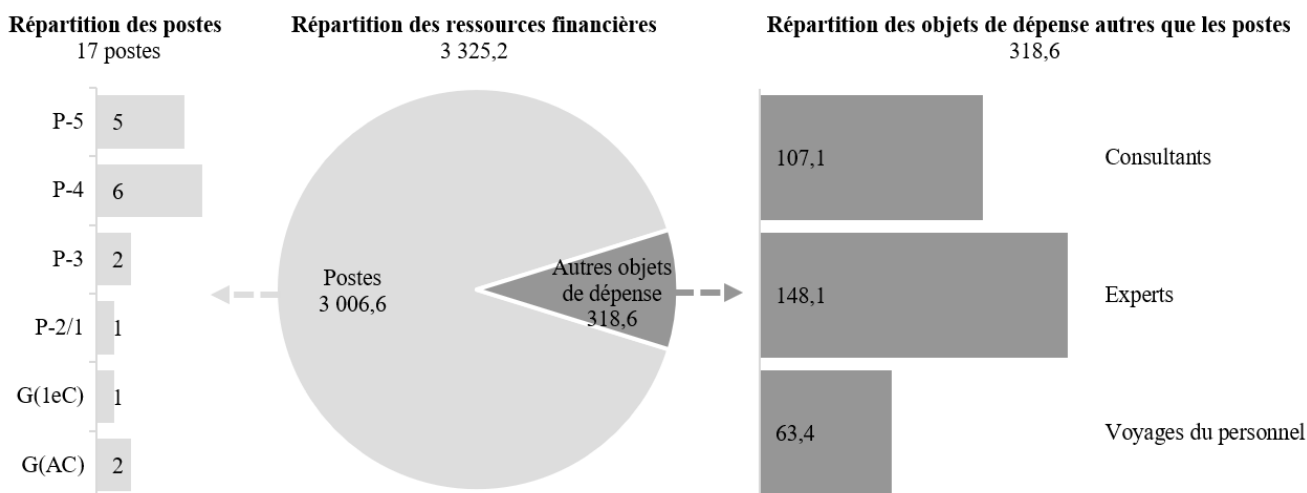
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	3 255,3	3 668,4	316,3	124,4	(1 102,5)	(661,8)	(18,0)	3 006,6
Autres objets de dépense	337,8	329,0	–	100,0	(110,4)	(10,4)	(3,2)	318,6
Total	3 593,1	3 997,4	316,3	224,4	(1 212,9)	(672,2)	(16,8)	3 325,2
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		18	–	1	(5)	(4)	(22,2)	14
Agents des services généraux et des catégories apparentées		4	–	–	(1)	(1)	(25,0)	3
Total		22	–	1	(6)	(5)	(22,7)	17

Figure 10.IV

**Sous-programme 1 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)**

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



**Sous-programme 2**  
**Pays en développement sans littoral**

- 10.71 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 1 420 300 dollars et font apparaître une diminution nette de 302 500 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 10.60 c) des explications sur la diminution qui est proposée.

On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 10.25 et la figure 10.V.

Tableau 10.25

**Sous-programme 2 : évolution des ressources financières et des postes**

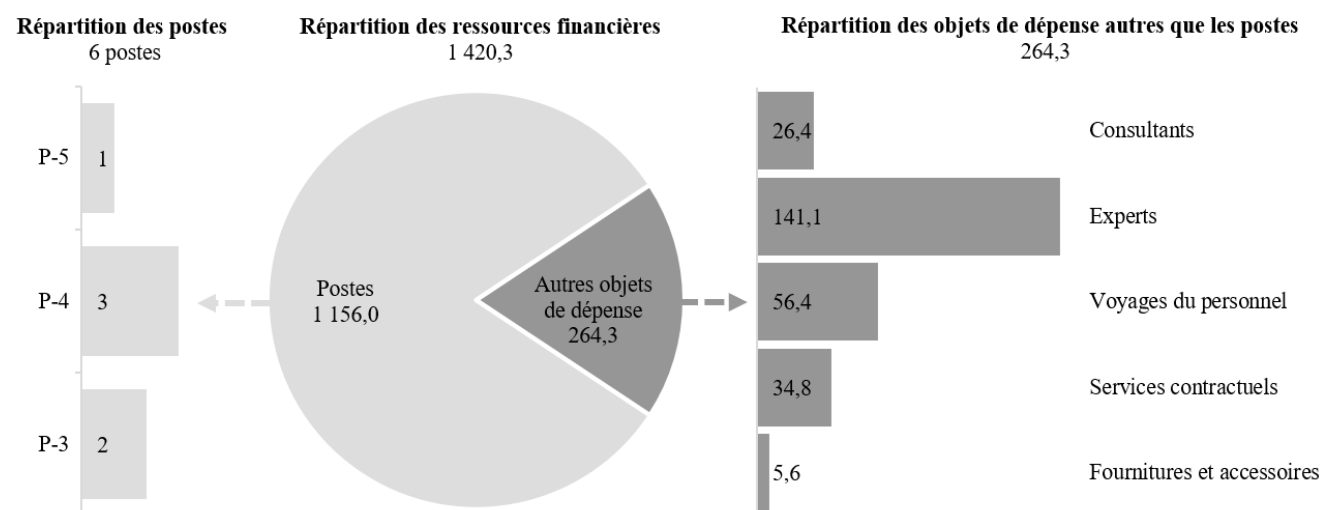
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	693,0	1 082,3	73,7	—	—	73,7	6,8	1 156,0
Autres objets de dépense	409,7	640,5	(376,2)	—	—	(376,2)	(58,7)	264,3
Total	1 102,7	1 722,8	(302,5)	—	—	(302,5)	(17,6)	1 420,3
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		6	—	—	—	—	—	6
Total		6	—	—	—	—	—	6

Figure 10.V

**Sous-programme 2 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)**

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



**Sous-programme 3**  
**Petits États insulaires en développement**

- 10.72 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 1 350 000 dollars et font apparaître une diminution nette de 167 700 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 10.60 d) des explications sur la diminution qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 10.26 et la figure 10.VI.

Tableau 10.26

**Sous-programme 3 : évolution des ressources financières et des postes**

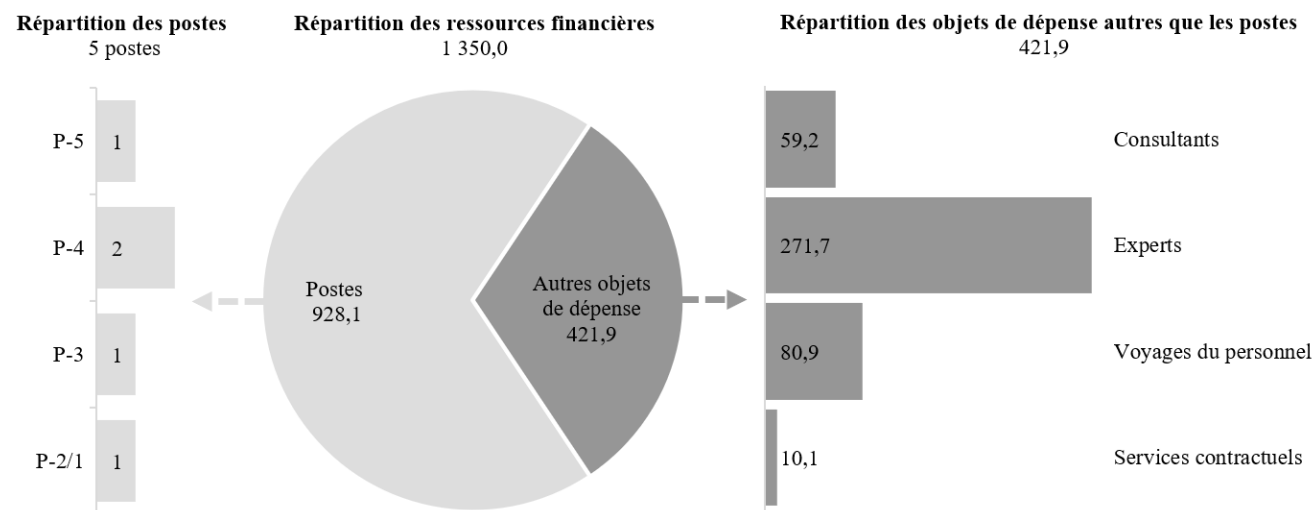
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	874,8	854,4	73,7	—	—	73,7	8,6	928,1
Autres objets de dépense	324,7	663,3	(241,4)	—	—	(241,4)	(36,4)	421,9
Total	1 199,5	1 517,7	(167,7)	—	—	(167,7)	(11,0)	1 350,0
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		5	—	—	—	—	—	5
Total		5	—	—	—	—	—	5

Figure 10.VI

**Sous-programme 3 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)**

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



## Annexe I

### Organigramme et répartition des postes pour 2025

On trouvera ci-après deux organigrammes, le premier montrant la structure retenue pour 2024 [voir [A/78/6 \(Sect. 10\)](#)] et le second la structure qui est proposée pour 2025.

#### Justification des changements proposés

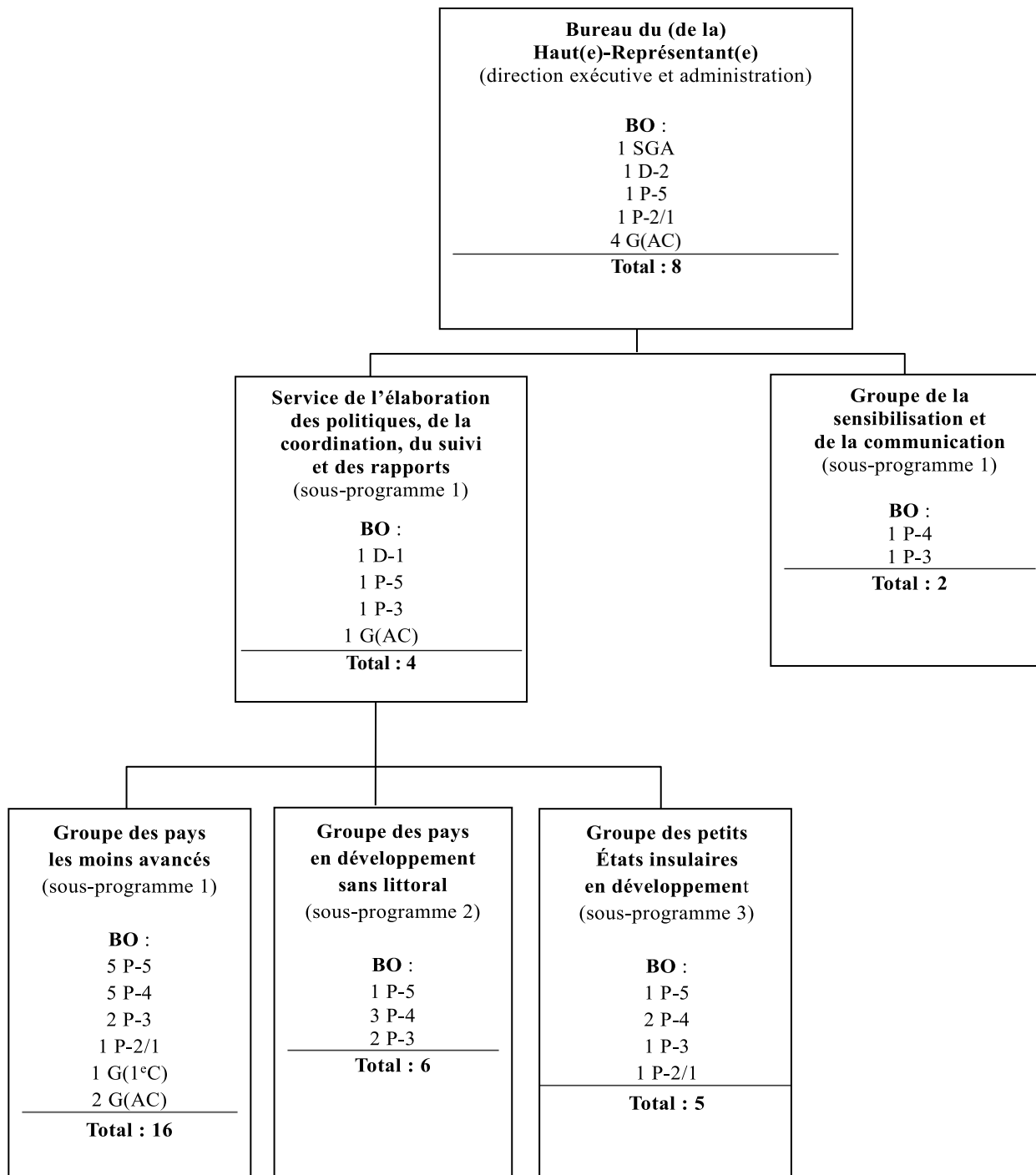
Les changements proposés tiennent au fait que la structure organisationnelle du Bureau a été révisée de manière à gagner en cohérence et en coordination dans la mise en œuvre des trois programmes d'action, à promouvoir les capacités de recherche, d'analyse et de gestion des données du Bureau et à repenser le rattachement hiérarchique du Service de l'élaboration des politiques, de la coordination, du suivi et des rapports et du Groupe de la sensibilisation et de la communication, conformément à la résolution [78/233](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a approuvé la proposition formulée par le Secrétaire général dans son rapport paru sous la cote [A/77/984](#).

Pour renforcer les synergies dans la mise en œuvre et le suivi des trois programmes d'action, il est proposé de créer une section de la recherche et de l'analyse qui relèverait de la composante Direction exécutive et administration et qui donnerait des conseils pratiques sur la meilleure manière de faire face aux problèmes rencontrés par les trois groupes de pays. Cette section produirait également des données et des analyses pour les trois groupes de pays, ce qui renforcerait les synergies dans le travail du Bureau lui-même. Il est proposé de transférer à la nouvelle section un poste d'économiste hors classe (P-5) et un poste d'économiste (P-3) qui relevaient jusqu'ici du sous-programme 1 (Pays les moins avancés). Ces transferts seraient rendus possibles par une redistribution des fonctions au sein du sous-programme 1 et par le fait que la nouvelle section gérerait des questions transversales.

Comme il est de plus en plus souvent demandé au Bureau de tenir compte des questions de sensibilisation et de communication dans toutes ses activités, il est proposé de transférer le Groupe de la sensibilisation et de la communication, composé de deux postes de spécialiste de l'information (P-4 et P-3), du sous-programme 1 (Pays les moins avancés) à la composante Direction exécutive et administration. Un examen des fonctions a permis de déterminer que la centralisation des capacités de sensibilisation et de communication permettrait de gagner en efficacité, de renforcer les synergies entre les différents flux de travail et d'optimiser la manière dont les capacités existantes sont utilisées à l'appui des trois groupes de pays dans le cadre des trois sous-programmes.

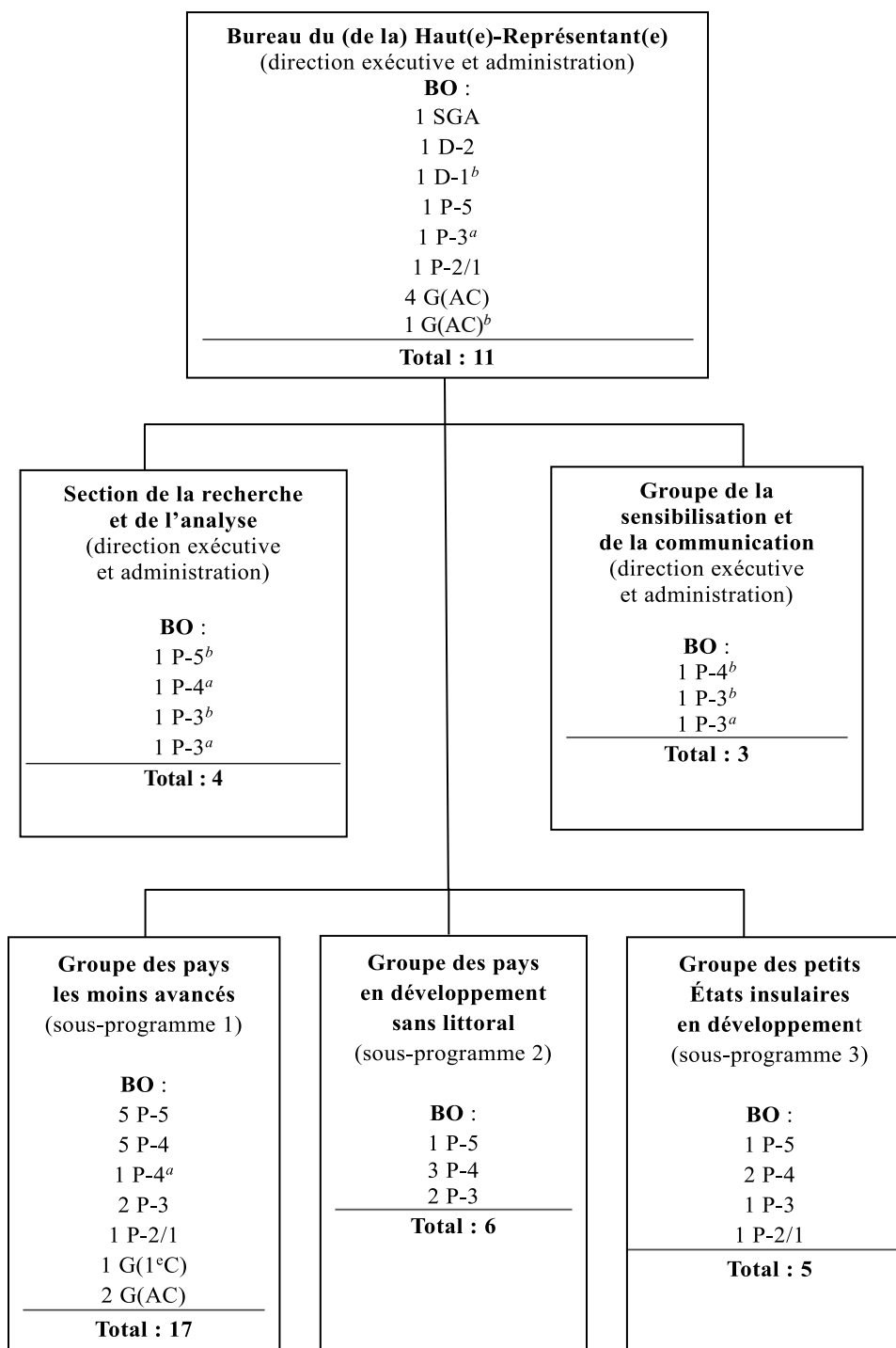
Afin que le Bureau puisse mieux utiliser sa position stratégique pour répondre aux problèmes communs et aux grandes questions de développement auxquels doivent faire face les trois groupes de pays et mieux assurer le suivi des trois programmes d'action, ce qui lui est de plus en plus souvent demandé, il est proposé que les activités de contrôle et d'assistance soient assurées par le Bureau pour les trois sous-programmes. Plus précisément, il est proposé que le poste de chef de service (D-1) et le poste d'assistant(e) de secrétariat [G(AC)] soient transférés du sous-programme 1 (Pays les moins avancés) au Bureau. Le (la) chef de service et l'assistant(e) de secrétariat continueront d'assurer des fonctions de coordination et d'élaboration des politiques et redoubleront d'efforts pour mobiliser les énergies et pour contribuer à la recherche d'un consensus, en mettant davantage l'accent sur les recommandations visant à surmonter les problèmes communs aux trois groupes de pays. Chaque sous-programme se chargerait des fonctions relatives au suivi de ses propres programmes d'action et de la communication de l'information à ce sujet. Par conséquent, le Service de l'élaboration des politiques, de la coordination, du suivi et des rapports serait supprimé de l'organigramme et chaque sous-programme relèverait directement de l'équipe dirigeante de la composante Direction exécutive et administration.

## A. Organigramme et répartition des postes approuvés pour 2024



*Abréviations* : BO = budget ordinaire ; G(1°C) = agent(e) des services généraux (1<sup>re</sup> classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e).

## B. Organigramme et répartition des postes proposés pour 2025



*Abréviations* : G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; G(1°C) = agent(e) des services généraux (1<sup>re</sup> classe) ;

BO = budget ordinaire ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e).

<sup>a</sup> Création.

<sup>b</sup> Transfert.

## Annexe II

## Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
Direction exécutive et administration	1	P-4	<b>Création</b> d'un poste d'économiste à la Section de la recherche et de l'analyse	Conformément à la résolution <a href="#">78/233</a> de l'Assemblée générale, la création proposée est liée aux recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport paru sous la cote <a href="#">A/77/984</a> , notamment concernant la nécessité de mener des travaux de recherche et d'analyse pour faciliter la prise de décisions fondées sur des données scientifiques et factuelles. Compte tenu de la complexité des contraintes géographiques et structurelles auxquelles les trois groupes de pays doivent faire face, ainsi que de l'incidence disproportionnée des problèmes nouveaux ou émergents, la demande de travaux de recherche et d'analyse ne cesse de croître, l'objectif étant de surmonter ces problèmes et de recenser et diffuser les enseignements tirés de l'expérience et les meilleures pratiques. Le (la) titulaire du poste mènera des travaux de recherche et d'analyse sur des domaines prioritaires pour les trois groupes de pays, contribuera à l'établissement de divers rapports et élaborera des notes de synthèse sur des questions émergentes afin de renforcer les orientations fournies par le Bureau aux États Membres.
Direction exécutive et administration	1	P-3	<b>Création</b> d'un poste d'analyste de données à la Section de la recherche et de l'analyse	Conformément à la résolution <a href="#">78/233</a> de l'Assemblée générale, la création proposée est liée aux recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport paru sous la cote <a href="#">A/77/984</a> , notamment concernant la nécessité de mener des travaux de recherche et d'analyse pour faciliter la prise de décisions fondées sur des données scientifiques et factuelles. Plus précisément, il est de plus en plus fréquemment demandé au Bureau d'aider les États Membres à mieux utiliser les données aux fins de l'élaboration des politiques et de la prise de décisions et de répondre à leurs besoins en matière de traitement de données, conformément à la Stratégie du Secrétaire général pour l'exploitation des données par tout le monde, partout. Le (la) titulaire du poste produira des analyses de données, pour suivre l'évolution des politiques internationales, et des analyses relatives aux problèmes nouveaux et émergents, l'objectif étant de favoriser la mise en œuvre des engagements figurant dans les trois programmes d'action. Il ou elle devra également recueillir des données, dégager des tendances et les communiquer à l'aide d'outils de visualisation de données afin de renforcer les activités de sensibilisation et de communication avec les représentants et agents des pouvoirs publics.
Direction exécutive et administration	1	P-3	<b>Création</b> d'un poste de spécialiste de la gestion de programme au Bureau de la Haute-Représentante	Conformément à la résolution <a href="#">78/233</a> de l'Assemblée générale, la création proposée est liée aux recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport paru sous la cote <a href="#">A/77/984</a> , qui tendent notamment à renforcer la coordination et la gestion des fonds d'affectation spéciale et à favoriser, à l'échelle

## Titre IV      Coopération internationale pour le développement

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
Direction exécutive et administration	1	P-3	<b>Création</b> d'un poste de spécialiste de l'information dans le Groupe de la sensibilisation et de la communication	<p>mondiale, un soutien cohérent et unifié aux trois groupes de pays. Elle répond à une demande croissante de coordination, que ce soit entre les organisations du système des Nations Unies pour le développement, parmi les groupes consultatifs interorganisations ou au sein même du Bureau, et devrait permettre d'aider les hauts fonctionnaires à prendre des décisions et d'assurer un appui et un contrôle stratégiques dans divers domaines, notamment le suivi, la gestion de la performance et la planification des programmes. Le (la) titulaire aidera à coordonner les processus consultatifs de groupe et à leur assurer un appui technique, deux activités qui se sont considérablement développées, et contribuera au suivi de l'évolution des politiques sectorielles dans les processus intergouvernementaux des organisations internationales et régionales concernées. En ce qui concerne la coordination du système des Nations Unies pour le développement, il ou elle coordonnera l'élaboration de directives opérationnelles concernant l'appui des entités des Nations Unies aux pays en situation de conflit ou sortant d'un conflit. Le (la) titulaire apportera également son concours à la gestion et au contrôle des fonds d'affectation spéciale pour les trois groupes de pays, à la planification, au suivi et à l'examen du programme de travail du Bureau, à l'établissement du projet de budget-programme et des rapports d'exécution et à l'administration des activités de gestion des ressources humaines.</p> <p>Conformément à la résolution <a href="#">78/233</a> de l'Assemblée générale, la création proposée est liée aux recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport paru sous la cote <a href="#">A/77/984</a>, qui tendent notamment à renforcer les synergies et à développer les activités de sensibilisation et de communication en faveur des trois groupes de pays. Pour renforcer les activités de sensibilisation relatives à la mise en œuvre efficace et rapide des trois programmes d'action et pour diffuser les résultats des travaux d'analyse approfondis qui visent à déterminer comment répondre aux problèmes communs aux trois groupes de pays, le (la) titulaire établira des documents de sensibilisation et de communication (déclarations, notamment à la presse, et discours de la Secrétaire générale adjointe, entre autres), et s'occupera des relations de la Secrétaire générale adjointe avec les médias. Il ou elle contribuera à élaborer et à diriger une stratégie de sensibilisation visant à encourager l'adoption et l'utilisation de l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle et mettra sur pied des campagnes de communication destinées à répondre aux besoins de financement des trois programmes d'action et à appuyer leur mise en œuvre. Le (la) titulaire contribuera à l'élaboration de supports de communication régulièrement diffusés aux représentants nationaux et à un public spécialisé (notamment des bulletins, des documents d'information et des rapports d'étape détaillant les progrès accomplis dans la mise en œuvre des trois programmes d'action) et à la mise en place, aux niveaux mondial, régional et</p>

Composante/sous-programme	Postes	Classe	Description	Justification
Sous-programme 1 (Pays les moins avancés)	1	P-4	<b>Création</b> d'un poste de spécialiste de la gestion de programme dans la Section des pays les moins avancés	national, d'ateliers, de séminaires et d'autres activités susceptibles d'intéresser les trois groupes de pays.  Conformément à la résolution 78/233 de l'Assemblée générale, la création proposée est liée aux recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport paru sous la cote A/77/984, qui prévoient notamment de répondre à la demande croissante qui est faite au Bureau d'aider les pays les moins avancés à intégrer le Programme d'action de Doha dans leurs politiques et programmes nationaux. Le (la) titulaire aidera les États Membres à suivre la mise en œuvre du Programme d'action de Doha aux niveaux national, régional et mondial et à l'accélérer. Il ou elle aidera notamment les pays les moins avancés à suivre la mise en œuvre du Programme d'action de Doha aux niveaux mondial, sectoriel et national, notamment en renforçant le réseau des coordonnatrices et coordonnateurs nationaux des pays les moins avancés et en organisant des ateliers, des séminaires et d'autres activités aux niveaux mondial, régional et national.
Sous-programme 1 (Pays les moins avancés)	(1)	D-1	<b>Transfert</b> des postes de chef de service, d'économiste hors classe, de spécialiste de l'information (2 postes), de statisticien(ne) et d'assistant(e) de secrétariat	Les transferts proposés tiennent au fait que la structure organisationnelle du Bureau a été révisée, comme expliqué aux paragraphes 10.70 à 10.73 du présent rapport.
	(1)	P-5		
	(1)	P-4		
	(2)	P-3		
	(1)	G(AC)		Pour renforcer les synergies dans la mise en œuvre et le suivi des trois programmes d'action, il est proposé de créer une section de la recherche et de l'analyse qui relèverait de la composante Direction exécutive et administration du Bureau et qui donnerait des conseils pratiques sur la meilleure manière de faire face aux problèmes rencontrés par les trois groupes de pays.
Direction exécutive et administration	1	D-1		Cette section produirait également des données et des analyses pour les trois groupes de pays, ce qui renforcerait les synergies dans le travail du Bureau. Il est proposé de transférer à la nouvelle section un poste d'économiste hors classe (P-5) et un poste d'économiste (P-3) qui relevaient jusqu'ici du sous-programme 1 (Pays les moins avancés). Ces transferts seraient rendus possibles par une redistribution des fonctions au sein du sous-programme 1 et par le fait que la nouvelle section générerait des questions transversales.
	1	P-5		
	1	P-4		
	2	P-3		Comme il est de plus en plus souvent demandé au Bureau de tenir compte des questions de sensibilisation et de communication dans toutes ses activités, il est proposé de transférer le Groupe de la sensibilisation et de la communication, composé de deux postes de spécialiste de l'information (P-4 et P-3), du sous-programme 1 (Pays les moins avancés) à la composante Direction exécutive et administration. Un examen des fonctions a permis de déterminer que la centralisation des capacités de sensibilisation et de communication permettrait de gagner en efficacité, de renforcer les synergies entre les différents flux de travail et d'optimiser la manière dont les capacités existantes sont utilisées à l'appui des trois groupes de pays dans le cadre des trois sous-programmes.
	1	G(AC)		Afin que le Bureau puisse mieux utiliser sa position stratégique pour répondre aux problèmes communs et aux grandes questions de développement auxquels

#### Titre IV      Coopération internationale pour le développement

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
				doivent faire face les trois groupes de pays et mieux assurer le suivi des trois programmes d'action, ce qui lui est de plus en plus souvent demandé, il est proposé que les activités de contrôle et d'assistance soient assurées par le Bureau pour les trois sous-programmes. Plus précisément, il est proposé que le poste de chef de service (D-1) et le poste d'assistant(e) de secrétariat [G(AC)] soient transférés du sous-programme 1 (Pays les moins avancés) au Bureau. Le (la) chef de service et l'assistant(e) de secrétariat continueront d'assurer des fonctions de coordination et d'élaboration des politiques et redoubleront d'efforts pour mobiliser les énergies et pour contribuer à la recherche d'un consensus, en mettant davantage l'accent sur les recommandations visant à surmonter les problèmes communs aux trois groupes de pays. Chaque sous-programme se chargerait des fonctions relatives au suivi de ses propres programmes d'action et de la communication de l'information à ce sujet.

*Abréviation* : G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).